

NATIONS



UNIES

**RAPPORT
DU
COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS: ONZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 15 (A/3127)

NEW-YORK, 1956

NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS
RELATIFS AUX
TERRITOIRES NON AUTONOMES**



ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS: ONZIEME SESSION
SUPPLEMENT No 15 (A/3127)

NEW-YORK, 1956

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

	Paragraphe	Pages
I. Constitution du Comité.....	1 - 6	1
II. Bureau.....	7	1
III. Sous-Comité.....	8	1
IV. Ordre du jour.....	9	2
V. Déclarations préliminaires	10 - 13	2
VI. Situation de l'enseignement.....	14 - 35	2
VII. Situation sociale	36 - 44	4
VIII. Situation économique	45 - 51	5
IX. Collaboration internationale au sujet de la situation économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes ...	52 - 64	6
X. Questions générales suscitées par les résumés et analyses du Secrétaire général	65 - 71	7
XI. Modalités d'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte.....	72 - 86	8
XII. Travaux futurs du Comité.....	87 - 94	10
ANNEXE I. Ordre du jour du Comité		11
ANNEXE II. Résolution soumise à l'examen de l'Assemblée générale		13

DEUXIEME PARTIE

RAPPORT SUR L'ENSEIGNEMENT DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

I. Introduction	1 - 10	14
II. Evolution générale	11 - 18	15
III. Extension de l'enseignement primaire	19 - 24	17
IV. Education des adultes	25 - 32	18
V. Enseignement féminin.....	33 - 35	19
VI. Enseignement professionnel et technique.....	36 - 39	19
VII. Enseignement secondaire	40 - 46	20
VIII. Formation pédagogique et condition des maîtres.....	47 - 56	21
IX. Enseignement supérieur.....	57 - 62	22
X. Financement de l'enseignement	63 - 66	23
XI. Participation locale au développement de l'enseignement	67 - 70	23
XII. Relations raciales en matière d'enseignement.....	71 - 81	24
XIII. Collaboration internationale et régionale technique et scientifique .	82 - 87	25
ANNEXE. Etudes sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes soumises au Comité		26

PREMIERE PARTIE

RAPPORT DU COMITE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

I. CONSTITUTION DU COMITE

1. Par sa résolution 933 (X) du 8 novembre 1955, l'Assemblée générale a décidé que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes resterait en fonctions dans les conditions indiquées dans les résolutions 332 (IV) et 646 (VII) pendant une nouvelle période de trois ans.

2. Par sa résolution 933 (X), l'Assemblée générale a défini le mandat du Comité dans les termes suivants:

"5. Donne pour instructions au Comité d'examiner, dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte, les résumés et analyses des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes, ainsi que tous documents établis par les institutions spécialisées et tous rapports ou renseignements concernant les mesures prises en exécution des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur les conditions économiques, sociales et de l'instruction dans les territoires non autonomes;

"6. Donne pour instructions au Comité de soumettre à l'Assemblée générale, lors de ses sessions ordinaires, des rapports contenant les recommandations sur la procédure qu'il jugera appropriée et les suggestions de fond qu'il estimera utiles concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier".

3. Dans cette même résolution, l'Assemblée générale a déclaré, à propos du programme de travail du Comité:

"que, sans préjudice de l'examen annuel de toutes les questions techniques spécifiées à l'Article 73 e de la Charte, le Comité devrait étudier successivement et avec un soin particulier les conditions de l'instruction et les conditions économiques et so-

ciales, et devrait examiner les renseignements transmis sur ces questions à la lumière des rapports que l'Assemblée générale aura approuvés concernant ces conditions dans les territoires non autonomes".

4. Le Comité comprend quatorze membres, dont les sept Etats Membres qui ont communiqué des renseignements sur des territoires non autonomes et un nombre égal d'Etats Membres élus par la Quatrième Commission, agissant au nom de l'Assemblée générale. En 1956, le Comité se composait des membres suivants:

Membres qui communiquent des renseignements	Membres élus par l'Assemblée générale
Australie	Birmanie
Belgique	Chine
Etats-Unis d'Amérique	Guatemala
France	Inde
Nouvelle-Zélande	Irak
Pays-Bas	Pérou
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	Venezuela

Tous les membres ont pris part aux travaux de la septième session du Comité, à l'exception de la Belgique.

5. Le Comité a siégé à New-York, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et a tenu dix-neuf séances, du 27 avril au 22 mai 1956.

6. Les représentants des institutions spécialisées ci-après ont participé aux débats: Organisation internationale du Travail, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et Organisation mondiale de la santé.

II. BUREAU

7. A sa séance d'ouverture, le 27 avril, le Comité, par acclamations, a élu membres du Bureau les représentants suivants:

Président: M. Emilio Arenales Catalan (Guatemala)
Vice-Président: M. Adnan Pachachi (Irak)
Rapporteur: M. J. Vixseboxse (Pays-Bas)

III. SOUS-COMITE

8. A sa 139ème séance, le Comité a constitué un Sous-Comité chargé de rédiger un rapport spécial sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes. Ce Sous-Comité comprenait les représentants de l'Australie, de la Birmanie, des Etats-

Unis, de la France, du Guatemala, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Venezuela; le rapporteur a collaboré aux travaux du Sous-Comité. M. T. W. Cutts, représentant de l'Australie, a été élu Président. Le Sous-Comité a tenu six séances, du 9 au 15 mai.

IV. ORDRE DU JOUR

9. A sa 133ème séance, le Comité a examiné l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général. Sur la proposition du représentant de l'Inde, il a décidé, par 5 voix contre 2, avec 6 abstentions, d'ajouter au point 4 un nouvel alinéa intitulé "Relations raciales dans l'enseignement". Il a également décidé de rem-

placer l'alinéa d) du paragraphe 7 de l'ordre du jour provisoire, relatif au programme de l'étude des questions économiques, par un nouveau point concernant les travaux futurs du Comité. L'ordre du jour ainsi modifié a été adopté; il est reproduit à l'annexe I du présent rapport.

V. DECLARATIONS PRELIMINAIRES

10. A la 133ème séance, le représentant de l'Inde a fait observer que le Comité n'avait suivi aucune procédure spéciale pour vérifier les pouvoirs des représentants accrédités auprès de lui. Il a exposé la position de son gouvernement au sujet de la représentation de la Chine. Les représentants de l'Australie, de la Birmanie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique et de la France ont également pris la parole sur cette question.

11. A la même séance, le représentant de la France a confirmé les déclarations que sa délégation avait faites à des séances précédentes du Comité au sujet de la position du Gouvernement français en ce qui concerne la nature de sa participation aux travaux du Comité. Les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni ont ensuite exposé les réserves de leurs gouvernements respectifs. Le représentant du

Guatemala a expliqué la position de son gouvernement en ce qui concerne la compétence du Comité.

12. A la 134ème séance, les représentants du Guatemala et du Royaume-Uni ont réservé la position de leurs gouvernements respectifs sur la question de la souveraineté du Honduras britannique (territoire de Belize).

13. A la 135ème séance, le représentant de l'Inde a déclaré que, comme la souveraineté sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise (Irian occidental) était contestée, il tenait à réserver la position de son gouvernement à ce sujet. De même, les représentants de la Birmanie et de l'Irak ont, à la 135ème et à la 136ème séances, réservé la position de leurs gouvernements. Le représentant des Pays-Bas a réaffirmé la souveraineté de facto et de jure de son gouvernement sur la Nouvelle-Guinée néerlandaise.

VI. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

14. Conformément aux dispositions de la résolution 933 (X) de l'Assemblée générale, le Comité, à sa septième session, a examiné avec un soin particulier les renseignements communiqués sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes. Comme personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, les Pays-Bas et le Royaume-Uni avaient à leurs délégations respectives des conseillers spécialistes de l'enseignement.

15. Le Comité a examiné la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes (point 4 de son ordre du jour), de la 134ème séance à la 144ème séance inclusivement. Les représentants de l'Australie, de la Birmanie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de l'Irak, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Pérou, du Royaume-Uni et du Venezuela, ainsi que le représentant de l'UNESCO, ont fait des déclarations.

16. A la suite de la discussion générale, le Comité a examiné certains aspects particuliers de l'enseignement: élimination de l'analphabétisme, publications destinées à ceux qui viennent d'apprendre à lire et à écrire, déchet scolaire et retard scolaire dans les écoles primaires, enseignement secondaire, formation pédagogique et condition des maîtres, financement de l'enseignement supérieur et relations raciales dans l'enseignement.

17. Certains représentants ont souligné qu'en application du Chapitre XI de la Charte, les questions relatives aux territoires non autonomes doivent être étudiées par le Comité, qui a été chargé d'examiner la

documentation dont il est saisi dans l'esprit des paragraphes 3 et 4 de l'Article premier et de l'Article 55 de la Charte. D'aucuns ont mentionné également les objectifs de l'enseignement que l'Assemblée générale a approuvés dans sa résolution 743 (VIII), et ils ont souligné en particulier combien il importe de tenir compte des valeurs culturelles fondamentales et des aspirations des populations intéressées et de les mettre à même de prendre une part de responsabilité grandissante dans la conduite de leurs propres affaires.

18. Le représentant de l'UNESCO a décrit l'activité de son organisation en ce qui concerne notamment l'élimination de l'analphabétisme et il a exposé l'aide qu'elle a accordée aux territoires non autonomes.

19. Plusieurs représentants ont souligné la nécessité de mettre au point des plans coordonnés lorsque l'on définit la politique scolaire et d'augmenter les possibilités d'instruction offertes. Il importe, notamment, de mener une action énergique pour supprimer l'analphabétisme. Le représentant de la Birmanie a suggéré que l'aide de l'UNESCO pourrait être plus directe et que le Comité devrait envisager de demander aux Puissances administrantes d'établir un programme à long terme pour instituer, par étapes, l'instruction primaire pour tous. Le représentant de la Chine a estimé qu'il fallait prendre des mesures pour éveiller l'intérêt des populations des territoires non autonomes et pour les aider à élever leur niveau de vie. Le représentant du Pérou a attiré l'attention sur les conséquences sociales et économiques de l'analphabétisme; il a souligné que l'élimination de

l'analphabétisme faciliterait le plein exercice par les populations de leurs droits civiques et, par la suite, de leur droit à disposer d'elles-mêmes. Le représentant de l'Inde a dit combien il importait d'adapter l'enseignement aux besoins des populations, de le dispenser dans les langues locales et de créer des établissements d'enseignement supérieur dans les Territoires. Il a insisté sur la nécessité d'abolir rapidement les pratiques discriminatoires en matière d'enseignement. Le représentant de l'Irak a déclaré que la suppression de l'analphabétisme était une condition indispensable du progrès politique; des campagnes de lutte contre l'analphabétisme devraient faire partie intégrante d'un plan complet de développement de l'enseignement.

20. Le représentant du Guatemala a estimé que l'une des tâches du Comité consistait à évaluer la politique scolaire suivie et de vérifier si des mesures étaient prises pour appliquer les recommandations du Comité et de l'Assemblée générale. Au sujet de la situation de l'enseignement dans les Territoires, il a souligné la nécessité d'envisager l'enseignement dans une large perspective. Il a suggéré qu'à l'intention de ceux qui ne peuvent recevoir une instruction normale, les Puissances administrantes mettent en oeuvre des programmes d'éducation de base entrepris avec tous les moyens d'information des masses et organisés dans le cadre d'un programme général de développement foncier, de développement économique, de progrès culturel et d'amélioration de la santé publique. Le représentant du Guatemala a parlé spécialement de la situation de l'enseignement dans le Honduras britannique (territoire de Belize).

21. Le représentant du Venezuela a déclaré que le Comité devrait étudier les moyens d'atteindre les objectifs de l'enseignement définis dans la résolution 743 (VIII). L'enseignement devrait, en particulier, préparer les habitants à l'autonomie. A cette fin, la mise en oeuvre des services nécessaires à l'initiation et à l'exécution des programmes scolaires est de la plus haute importance.

22. Les représentants des Puissances administrantes ont indiqué certains aspects de la politique scolaire dans les territoires placés sous leur administration et ils ont informé le Comité des réalisations récentes et des progrès accomplis.

23. Dans les territoires administrés par la France, les efforts ont porté sur le développement de l'enseignement dans les écoles de village et les écoles primaires. Les sommes consacrées à l'enseignement se sont accrues tant en valeur absolue qu'en pourcentage des budgets territoriaux; on fait actuellement appel à de nouvelles techniques. Dans tous les territoires administrés par les Etats-Unis, l'enseignement est obligatoire; les organismes locaux chargés de l'administration et du financement des services de l'enseignement s'efforcent d'adapter les moyens d'enseignement aux besoins d'une population croissante. Le représentant du Royaume-Uni a montré, par des exemples précis, les progrès accomplis dans les territoires sous administration britannique, tels que l'augmentation des effectifs dans les écoles primaires et secondaires et la diminution du déchet scolaire, la création de nouvelles possibilités de formation

pédagogique et la création d'universités, ainsi que l'augmentation des effectifs dans les universités.

24. Les représentants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas ont décrit l'évolution dans les territoires placés sous leur administration et esquissé certains des problèmes et des difficultés qu'il a fallu résoudre. Le représentant de l'Australie a signalé l'augmentation des effectifs scolaires et des dépenses d'enseignement au Papua et a mentionné quelques-unes des mesures que les autorités prenaient pour développer l'enseignement primaire et secondaire. En Nouvelle-Guinée néerlandaise, l'objectif immédiat est d'élever le niveau actuel de l'enseignement. Des progrès ont été réalisés, notamment en ce qui concerne l'amélioration du système des écoles de village. Aux termes d'une loi récente, les écoles privées reçoivent des subventions plus fortes, dont certaines seront accordées pour des travaux de recherche sur les moyens d'adapter les méthodes d'enseignement aux conditions locales. L'une des principales réalisations récentes dans les territoires administrés par la Nouvelle-Zélande est la création d'un collège qui dispense l'enseignement secondaire à certains élèves sortant des écoles primaires des diverses îles.

25. A la 143^{ème} séance, le représentant de l'Inde a vivement approuvé les lettres envoyées par la Confédération internationale des syndicats chrétiens et le Comité consultatif mondial de la Société des Amis que le Président a fait distribuer officieusement. Il a exprimé l'espoir que les organisations non gouvernementales pourraient tenir le Comité au courant de leur activité dans les territoires non autonomes.

26. A la 139^{ème} séance, le Comité a nommé un sous-comité de huit membres qu'il a chargé de rédiger un rapport sur la situation de l'enseignement. La composition du Sous-Comité est donnée au paragraphe 8 ci-dessus.

27. Le Sous-Comité a tenu six séances et a présenté au Comité, à sa 150^{ème} séance, un rapport sur la situation de l'enseignement.

28. En présentant le rapport, le Président du Sous-Comité a déclaré que ce texte était une synthèse des opinions des représentants sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes. L'approbation du rapport était donc soumise aux réserves que les délégations pourraient vouloir formuler.

29. En outre, le Président du Sous-Comité a indiqué qu'il y aurait sans doute lieu de compléter la section du rapport qui traitait de la collaboration internationale et de la collaboration régionale, étant donné que le Comité n'avait pas achevé l'examen du point correspondant de l'ordre du jour en temps voulu pour que le Sous-Comité ait pu l'examiner de façon approfondie.

30. A la suite de ces observations, le représentant de l'Australie et le représentant du Guatemala ont proposé l'insertion de nouveaux paragraphes (A/AC.35/L.235 et A/AC.35/L.238, respectivement). Le représentant de l'Inde a présenté un amendement (A/AC.35/L.236) au paragraphe 78 du projet de rapport. Ces amendements ont été adoptés avec quelques changements de forme.

31. Par 11 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le Comité a adopté le rapport dans son ensemble.

32. Les représentants de l'Australie et des Pays-Bas ont indiqué que, s'ils n'approuvaient pas toutes les opinions exprimées dans le rapport, ils jugeaient dans l'ensemble le document satisfaisant; c'est pourquoi ils avaient voté pour son adoption. Le représentant de l'Australie a ajouté que son Gouvernement étudierait attentivement le rapport.

33. Le représentant de la France a précisé que la délégation française, constatant que le rapport comportait l'affirmation constante de la vocation politique du Comité qui a toujours été contestée par le Gouvernement français, regrettait d'avoir été ainsi amenée à s'abstenir d'approuver ce document, dont elle se plaît toutefois à reconnaître les qualités en ce qui concerne la partie technique.

34. Les représentants de la Birmanie, du Guatemala, de l'Inde et du Venezuela ont expliqué qu'ils avaient voté pour l'adoption du rapport parce qu'à leur avis, ce document reflétait fidèlement les opinions

exprimées au Comité. Le rapport exposait certaines vues que leurs délégations n'approuvaient pas complètement et ils ont réservé la position de leurs Gouvernements à l'Assemblée générale.

35. A la même séance, le Comité a examiné un projet de résolution commun déposé par les représentants de l'Australie, du Guatemala, de l'Irak et des Pays-Bas (A/AC.35/L.237). Ce projet de résolution arrêtaient une procédure tendant à faciliter l'examen du rapport par l'Assemblée générale. Aux termes de ce projet, l'assemblée: 1) approuverait le rapport sur l'enseignement dans les territoires non autonomes et déclarerait qu'il y a lieu de l'étudier en le rapprochant des rapports approuvés en 1950 et 1953; 2) inviterait le Secrétaire général à le communiquer, pour examen, aux Membres des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes. A l'unanimité, le Comité a approuvé le projet de résolution pour communication à l'Assemblée générale; le texte en est reproduit à l'Annexe II au présent rapport.

VII. SITUATION SOCIALE

36. A sa dernière session, l'Assemblée générale a approuvé un rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes¹. A la présente session, le Comité s'est donc borné à entendre de brefs exposés sur la situation sociale en général (145^{ème} et 146^{ème} séances). Les représentants de la Birmanie, de la Chine, de la France, du Guatemala, de l'Inde et du Royaume-Uni et les représentants de l'OIT et de l'OMS ont fait des déclarations à ce sujet.

37. Les représentants de la France et du Royaume-Uni ont donné des renseignements sur les progrès récents des plans d'aménagement des collectivités dans les territoires non autonomes administrés par leurs gouvernements respectifs. Dans les territoires français d'outre-mer, on s'efforce de plus en plus de donner aux collectivités rurales la stabilité économique et, au point de vue de l'aménagement des collectivités, de créer des organismes et sociétés permettant d'établir des relations plus étroites entre l'agriculteur et le technicien. Le représentant de la France a décrit les mesures prises pour améliorer la condition de la femme et développer l'éducation de base. Le représentant du Royaume-Uni a exposé les moyens employés dans plusieurs territoires pour hâter la mise en oeuvre des projets d'aménagement des collectivités et appliquer les principes formulés par la Conférence sur le progrès social qui s'est tenue en 1954 dans le Royaume-Uni; le Comité a d'ailleurs approuvé ces principes à sa dernière session. Une des principales recommandations de la Conférence a été de coordonner sous une seule autorité, à l'échelon supérieur, les différents aspects du progrès social. Deux territoires ont donné suite à cette recommandation, certains autres étudient les mesures à prendre à cet effet.

38. Le représentant de l'Inde a souligné l'importance des projets d'aménagement des collectivités

et il a exprimé le souhait que ces projets soient adoptés dans les territoires où il n'en existe pas et développés dans les autres. A propos de certaines incapacités sociales dont souffriraient selon lui les habitants de certains territoires non autonomes, notamment en Afrique, il a émis le vœu qu'une amélioration des rapports entre groupes humains ne tarde pas à faire disparaître ces incapacités.

39. Le représentant du Guatemala a souligné les rapports étroits qui existent entre le progrès social, le progrès économique et le progrès de l'enseignement, notamment dans les territoires dont l'objectif final est l'indépendance. Dans tous ces domaines, les relations raciales sont d'une importance capitale et l'existence de communautés fermées régies par des lois différentes fait obstacle à la formation d'une opinion publique éclairée. Le représentant du Guatemala a attiré l'attention sur les renseignements relatifs à la condition de la femme, les problèmes sanitaires, la question de l'élévation des niveaux de vie et la nécessité d'améliorer la législation du travail et la sécurité sociale.

40. Le représentant de la Chine a également souligné l'importance des programmes d'aménagement des collectivités. Il a pris note avec satisfaction des nouveaux renseignements fournis sur ces programmes et il a émis le vœu que le Comité reçoive des renseignements plus détaillés à ce sujet à sa prochaine session.

41. Le représentant de la Birmanie a signalé un exposé sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes que la Fédération syndicale mondiale a présenté au Comité des organisations non gouvernementales du Conseil économique et social (E/C.2/461). La délégation birmane a jugé que ce document était digne de retenir l'attention du Comité et indiquait le genre d'assistance que les organisations non gouvernementales pourraient fournir au Comité.

¹Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément No 16 (A/2908), deuxième partie.

42. Le représentant de l'OIT et la représentante de l'OMS ont signalé l'oeuvre que leurs organisations ont accomplie récemment en faveur des territoires non autonomes.

43. Le représentant de l'OIT a informé le Comité de ce que l'OIT a fait dans son domaine. Il a rappelé les décisions que la Conférence internationale du Travail avait prises en 1955 au sujet de l'abolition des sanctions pénales contre des travailleurs autochtones et au sujet de la protection des travailleurs migrants. Il a donné un bref aperçu des débats et des conclusions de la réunion de 1955 de la Commission d'experts de l'OIT pour la politique sociale dans les territoires non métropolitains, qui a discuté

des relations professionnelles dans l'industrie, des systèmes et des politiques de salaires, et des premières mesures de sécurité sociale dans les territoires non métropolitains.

44. La représentante de l'OMS a complété les renseignements contenus dans le rapport A/AC.35/L.229 sur l'évolution générale de la situation, présenté à propos du point 10 de l'ordre du jour, et elle a annoncé au Comité que la Neuvième assemblée mondiale de la santé avait admis le Maroc, la Tunisie et le Soudan comme membres de l'OMS, et la Côte de l'Or, la Nigéria et le Sierra Leone comme membres associés.

VIII. SITUATION ECONOMIQUE

45. Le Comité a examiné cette question à ses 147ème et 148ème séances. Les représentants de la Chine, de la France, du Guatemala, de l'Inde, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont pris la parole.

46. Le représentant de la Chine, soulignant qu'il faut sans cesse s'efforcer d'élever le niveau de vie des populations des territoires non autonomes, a demandé aux Membres administrants de donner d'autres renseignements sur les mesures qu'ils prennent pour augmenter le revenu par habitant des autochtones et pour permettre aux autochtones de participer à la planification économique.

47. Le représentant du Guatemala a classé les territoires non autonomes en trois groupes. Dans les territoires relativement avancés, il importe de veiller à ce que la planification du développement économique soit de nature à apporter des avantages tangibles à la masse de la population, et à utiliser plus largement les aptitudes des autochtones. Il faut prendre des mesures pour répandre les connaissances, pour développer les services sociaux de base et pour développer les services de vulgarisation. Il faut augmenter considérablement la production destinée à la consommation locale, de manière à élever le niveau de vie de la population. Dans les territoires moins développés, il faut espérer que les Membres administrants s'attacheront davantage à diversifier la production et à renforcer l'économie locale par des travaux publics et des services sociaux. Dans les territoires du troisième groupe, qui ne sont guère développés économiquement ou qui ne le sont pas du tout, la situation exige qu'aux efforts des Membres administrants vienne s'ajouter, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, une importante aide internationale. Le représentant du Guatemala a aussi étudié tout spécialement la situation économique au Honduras britannique (territoire de Belize).

48. Le représentant de l'Inde a attiré l'attention du Comité sur un certain nombre de problèmes économiques, parmi lesquels le passage d'une économie rurale qui se suffit à elle-même à une économie urbaine et la nécessité d'attirer les capitaux étrangers et de développer les industries. Il est regrettable que, dans certains cas, la politique financière favorise les centres industriels de la métropole au détriment des artisans locaux. Le représentant de l'Inde a réclamé le développement des industries artisanales dans le cadre des programmes généraux de développement économique. Il s'est déclaré inquiet des me-

sures discriminatoires qui régissent l'aliénation des terres dans certains territoires. Il a proposé que l'on revise périodiquement les tarifs douaniers, particulièrement ceux qui concernent les denrées essentielles, de façon qu'ils favorisent la vie économique des territoires.

49. Les représentants de la France, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni ont informé le Comité des nouveaux progrès économiques intervenus dans les territoires que leurs pays respectifs administrent.

50. Le représentant du Royaume-Uni a cité les progrès réalisés dans le financement des plans de développement, la création de sociétés de mise en valeur et de nouvelles industries; la fourniture de services essentiels parmi lesquels figurent l'énergie électrique, les ports et les aérodromes; l'accroissement de la formation brute de capital pendant la période 1952-1955. Il a reconnu qu'il fallait attirer les capitaux étrangers et qu'en diversifiant l'économie d'un territoire non autonome et en créant de nouvelles entreprises, il fallait, avant tout, améliorer la situation de la population autochtone.

51. Le représentant de la France a présenté au Comité le bilan des investissements de son gouvernement et des efforts que celui-ci a faits en faveur du développement économique des territoires qu'il administre. Il a exposé les mesures prises pour diversifier la production des territoires ainsi que les autres dispositions adoptées pour les protéger des fluctuations des prix mondiaux de produits de base. Dans beaucoup des territoires non autonomes, la situation était à l'origine une absence totale de développement économique. Aussi tout plan de développement économique devait-il recouvrir toutes les branches de l'activité. On a réalisé des progrès considérables grâce à la création d'organismes étatiques ou paraétatiques de développement économique et des dons et des prêts accordés par les autorités de la métropole. Le progrès tend au développement harmonieux de toutes les virtualités économiques, sociales et culturelles des territoires. Après avoir mis en place une infrastructure de base nécessaire au développement économique, le système français s'attache actuellement à promouvoir, par tous les moyens possibles, l'expansion et la modernisation de la production agricole, qui permettra d'élever de manière appréciable le niveau de vie de l'ensemble des populations d'outre-mer.

IX. COLLABORATION INTERNATIONALE AU SUJET DE LA SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES

52. Le Comité a examiné cette question à ses 146^{ème}, 147^{ème} et 148^{ème} séances. Il était saisi d'un rapport (A/AC.35/L.230) sur les décisions prises par le Conseil économique et social et sur les études effectuées sous ses auspices, au sujet en particulier de la situation économique et de la situation sociale dans les territoires non autonomes, des relations avec les gouvernements et les institutions spécialisées et des conférences régionales; d'un rapport de l'OMS sur son action dans les territoires non autonomes (A/AC.35/L.229); et d'un rapport sur l'assistance technique internationale aux territoires non autonomes, qui donnait un bref aperçu de l'oeuvre accomplie en 1954 et 1955, notamment au titre du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies (A/AC.35/L.227 et Corr.1).

53. La représentante de la FAO a indiqué que le rapport présenté au Comité portait sur l'assistance technique que cette organisation accorde aux territoires non autonomes, en vue principalement d'améliorer l'agriculture. Elle a informé le Comité d'un certain nombre d'entreprises régionales de la FAO auxquelles les territoires avaient participé et parmi lesquelles figuraient des programmes d'éducation sanitaire, de nutrition, de statistique, de pêche et d'économie ménagère. Les représentants de l'OIT et de l'OMS avaient exposé auparavant l'action de leur organisation au cours du débat consacré à la situation sociale.

54. Les représentants de l'Australie, des Etats-Unis, de la France, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni ont donné des renseignements complémentaires sur la collaboration de leurs gouvernements respectifs avec les organisations internationales et régionales et sur la participation des territoires placés sous leur administration aux conférences, cycles d'études et programmes de formation professionnelle de caractère international. Les représentants des gouvernements qui participent aux travaux de la Commission des Caraïbes, de la Commission du Pacifique Sud et de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara ont informé le Comité de l'action de ces organismes régionaux. Les représentants de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont également exposé au Comité la part que leurs gouvernements respectifs prennent à l'assistance technique donnée aux territoires situés dans la zone du Plan de Colombo pour la coopération technique en Asie méridionale et sud-orientale.

55. Certains représentants ont félicité les institutions spécialisées de leur collaboration et de leur action dans les territoires non autonomes. Les représentants de la Birmanie et de l'Irak ont exprimé leur satisfaction de la création par l'OMS d'un bureau régional en Afrique.

56. Le représentant de l'Irak a noté que certains pays avaient répondu à la communication que le Secrétaire général avait adressée aux seize nouveaux Membres de l'Organisation en attirant leur attention sur les dispositions du Chapitre XI de la Charte. Il a exprimé l'espoir que les nouveaux Membres qui administrent des territoires non autonomes répondront

par l'affirmative à cette communication à une date rapprochée, étant donné que l'Assemblée générale étudiera la question.

57. Le représentant du Venezuela a constaté que les renseignements donnés dans le rapport du Secrétariat (A/AC.35/L.230) se limitaient à la coopération des Puissances administrantes avec les organismes internationaux et à leur collaboration réciproque aux termes de l'Article 73 d de la Charte. A son avis, l'Article 74 envisage une forme plus large de coopération internationale. Aux termes de cet Article, aussi bien les Puissances administrantes que les Membres des Nations Unies qui n'administrent pas de territoires ont reconnu que :

"leur politique doit être fondée, autant dans les territoires auxquels s'applique le présent chapitre que dans leurs territoires métropolitains, sur le principe général du bon voisinage dans le domaine social, économique et commercial, compte tenu des intérêts et de la prospérité du reste du monde".

Cet alinéa prévoit donc la coopération de tous les Membres de l'Organisation dans l'intérêt des territoires non autonomes et à cette fin, le représentant du Venezuela a suggéré la possibilité d'inviter les Etats voisins à participer en qualité d'observateurs aux conférences régionales que les Membres administrants organisent et qui ont pour objet le développement de leurs territoires non autonomes respectifs.

58. Le représentant du Guatemala et celui du Pérou ont déclaré qu'ils partageaient l'opinion du représentant du Venezuela. Le représentant du Pérou a dit au Comité que son gouvernement avait réuni récemment une conférence sur l'enseignement primaire à laquelle avaient participé des représentants de l'UNESCO, ceux d'Etats Membres de l'Organisation et ceux de territoires britanniques de la région.

59. Le représentant du Guatemala a exprimé l'espoir qu'il serait tenu compte intégralement des principes et recommandations qui figurent dans les résolutions adoptées par le Conseil économique et social. Il a fait observer que le rapport ne contenait aucune mention du travail accompli par les organisations non gouvernementales dans les territoires non autonomes. La délégation du Guatemala a pris acte du rapport de la Fédération syndicale mondiale au Conseil économique et social ainsi que des communications adressées par la Fédération internationale des syndicats chrétiens et le Comité consultatif mondial de la Société des Amis. Le représentant du Guatemala a estimé, comme le représentant de la Birmanie, qu'une participation plus étroite des organisations non gouvernementales aux travaux du Comité serait précieuse et il a exprimé l'espoir que l'on pourrait dans l'avenir trouver le moyen d'atteindre ce but. Il a suggéré que les Puissances administrantes joignent aux renseignements visés à l'Article 73 e un exposé des travaux des organisations non gouvernementales qui s'occupent dans les territoires de questions économiques, sociales ou de l'enseignement. Le représentant de la Birmanie a appuyé cette proposition.

60. Le Comité a pris note de l'augmentation de l'assistance technique internationale aux territoires non autonomes et a exprimé l'espoir que ce mouvement ascendant se poursuivrait. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'une fois de plus son gouvernement avait jugé très précieuse l'assistance technique apportée par l'Administration de l'assistance technique et les institutions spécialisées et s'était félicité de voir cette assistance devenir plus importante pendant l'année en cours. Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que la portée de l'assistance technique serait accrue, que le plus grand nombre possible de Territoires recevraient une aide et que l'UNESCO n'abandonnerait pas l'idée d'émettre des emprunts internationaux à faible intérêt pour financer l'institution de l'enseignement primaire obligatoire et universel dans les territoires non autonomes. Le représentant de l'Irak s'est déclaré assez déçu de voir que, sur l'ensemble des allocations d'assistance technique, la part réservée aux territoires non autonomes avait diminué par rapport à l'année précédente.

61. Les représentants des Pays-Bas et de la Nouvelle-Zélande ont indiqué quelques-unes des formes d'assistance technique dont les territoires administrés par leurs pays respectifs avaient bénéficié et ont dit que de nouvelles négociations étaient en cours ou à l'étude. A ce propos, le représentant des Pays-Bas a déclaré qu'en ce qui concerne la Nouvelle-Guinée néerlandaise, son Gouvernement attachait un grand prix à l'expérience internationale et aux connaissances

X. QUESTIONS GENERALES SUSCITEES PAR LES RESUMES ET ANALYSES DU SECRETAIRE GENERAL

65. A la 149^{ème} séance du Comité, le représentant du Secrétaire général a rappelé les résolutions 593 (VI) et 789 (VIII) de l'Assemblée générale, relatives au contrôle et à la réduction de la documentation. Il a indiqué que, pour réaliser des économies dans l'impression de la documentation relative aux territoires non autonomes, il était question de modifier le système de présentation des renseignements communiqués visé à l'Article 73 e de la Charte. On continuerait à imprimer les résumés des renseignements les années où l'on est tenu de publier un "résumé complet", soit tous les trois ans. Les deux autres années, où l'on n'est tenu de publier que des suppléments annuels, on ne publierait pas de documents mimeographiés ni de volumes imprimés; on se bornerait à présenter une seule fois les renseignements dans des fascicules reproduits en offset. Ces fascicules ne seraient pas mis en vente; ils seraient distribués comme les autres documents. L'économie qui résulterait de ces modifications serait de plus de 6.000 dollars par an.

66. Les représentants de la Birmanie, du Guatemala, de l'Inde et de l'Irak ont fait des réserves formelles au sujet des propositions du Secrétariat. Ils ne pensaient pas qu'une économie de l'ordre de celle qui était proposée - 6.000 dollars deux années sur trois - fût justifiée si cette mesure devait entraîner une réduction du tirage des documents qui donnent des renseignements sur les territoires non autonomes, lesquels représentent une population de 125 millions d'habitants. On a rappelé les réserves faites à ce sujet en 1955 par les représentants de la Birmanie,

techniques dont les institutions spécialisées l'avaient fait profiter, et que le caractère international de ces organisations avait souvent contribué à stimuler l'intérêt de la population pour les entreprises locales.

62. Le représentant de la France a déclaré que son gouvernement apportait une assistance technique extrêmement importante à ses territoires d'outre-mer. Il a fait un exposé de la collaboration de son gouvernement avec les organisations internationales, particulièrement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'OMS, et ce qui concerne la santé publique et la protection de l'enfance.

63. Le représentant du Guatemala a estimé qu'il fallait utiliser l'assistance technique internationale de façon à obtenir le maximum de résultats pratiques et qu'il convenait de coopérer au maximum avec les experts internationaux pour tirer les plus grands avantages possibles de leurs connaissances et de leur expérience.

64. Les représentants de la Birmanie et de l'Inde ont exprimé l'espoir que les Puissances administrantes joindront aux renseignements visés à l'Article 73 e des détails sur les demandes d'assistance technique faites pour le compte des territoires qu'elles administrent et sur la façon dont l'assistance reçue des Nations Unies et des institutions spécialisées a été intégrée aux programmes à longue échéance conçus pour le développement des territoires non autonomes.

du Brésil, de l'Inde et de l'Irak, qui avaient déclaré alors que la publication de ces documents qui résument et analysent des renseignements communiqués officiellement sur les territoires non autonomes en vertu de l'Article 73 e de la Charte était hautement souhaitable et même nécessaire, aux termes des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale².

67. Le représentant du Venezuela s'est associé aux observations de ces représentants. Il a demandé s'il ne serait pas possible d'envisager d'autres mesures que la modification proposée, s'il fallait réaliser des économies.

68. A la 150^{ème} séance du Comité, le représentant du Secrétaire général a répondu à certaines des questions posées. Il a fait ressortir que ni le Comité consultatif ni l'Assemblée générale n'avaient voté à ce sujet et que si l'Assemblée générale voulait maintenir le système actuel, il suffirait qu'elle le fasse savoir et qu'elle rétablisse les crédits nécessaires. En réponse à la question du représentant du Venezuela, il a indiqué que le tirage serait sans doute réduit, puisqu'aucun exemplaire ne serait mis en vente, mais qu'il suffirait à l'approvisionnement des bibliothèques qui reçoivent la documentation des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des institutions similaires qui reçoivent, gratuitement ou en échange d'autres publications, les documents de l'Organisation.

²Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément No 16 (A/2908), première partie, paragraphe 64.

69. Le Comité a décidé de mentionner dans son rapport le débat consacré à cette question, pour que la Quatrième Commission soit parfaitement informée de la situation.

70. Au cours de la discussion des questions générales et, auparavant, à la 143^{ème} séance, au cours du débat sur l'enseignement, le représentant de l'Inde a attiré l'attention sur l'insuffisance des renseignements communiqués au Comité. Il a fait observer que l'Assemblée générale entreprendrait à sa onzième session l'examen des progrès réalisés dans les territoires non autonomes depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies. A cette occasion, l'Assemblée pourrait également étudier le Schéma pour déterminer si les renseignements fournis actuellement sont suffisants, et, en cas de nécessité, proposer des modifications. Elle pourrait peut-être créer un

sous-comité à cet effet; peut-être aussi le Comité des renseignements pourrait-il créer ce sous-comité.

71. Au cours de la discussion des questions générales, le représentant de la Birmanie a évoqué la façon dont les Puissances administrantes utilisent le Schéma destiné à servir de guide aux Etats Membres pour la préparation des renseignements à transmettre en application de l'Article 73 e de la Charte. Il a appuyé l'idée, émise par le représentant de l'Inde, qu'il y aurait intérêt à examiner la façon dont les Puissances administrantes utilisent le Schéma. Il a exprimé l'espoir que les Membres en feraient plus largement usage, ou, s'ils le jugeaient nécessaire, qu'ils indiqueraient les modifications qu'il conviendrait d'y apporter. Le Secrétariat pourrait peut-être préparer pour la prochaine session une étude de la façon dont les Etats Membres qui communiquent des renseignements utilisent le Schéma.

XI. MODALITES D'EXAMEN DES COMMUNICATIONS RELATIVES A LA CESSATION DE LA TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS VISES A L'ARTICLE 73 e DE LA CHARTE

72. Dans sa résolution 850 (IX), l'Assemblée générale a invité le Comité, à sa session de 1955, à faire figurer dans son rapport toutes propositions qu'il jugerait souhaitable d'y inclure au sujet de la mise en oeuvre de cette résolution, qui visait à perfectionner les méthodes et les procédures à suivre dans les cas de cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte.

72. En 1955, le Comité a rendu compte à l'Assemblée générale du fait qu'il n'avait pas eu assez de temps pour examiner toutes les conséquences de la résolution et qu'il pourrait peut-être entreprendre une étude plus approfondie de la question à sa session de 1956. A la dixième session de l'Assemblée générale, pendant que la Quatrième Commission étudiait la question de la cessation de la transmission des renseignements, le représentant de l'Irak a présenté, à la 527^{ème} séance, un projet de résolution (A/C.4/L.424), ainsi conçu :

"L'Assemblée générale,

Considérant que, dans sa résolution 222 (III) du 3 novembre 1948, elle a considéré que l'Organisation des Nations Unies doit nécessairement être informée de toute modification intervenue dans la constitution et le statut de l'un quelconque des territoires non autonomes, en vertu de laquelle le gouvernement responsable estime inutile la communication de renseignements aux termes de l'Article 73 e de la Charte, et a invité les Membres intéressés à transmettre au Secrétaire général tous renseignements utiles sur une telle modification,

Notant que, dans sa résolution 448 (V) du 12 décembre 1950, elle a prié le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes d'étudier les renseignements communiqués en application de la résolution 222 (III),

Notant que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a examiné les communications des Membres intéressés au sujet de la cessation de la transmission des renseignements concernant Porto-Rico, le Groenland, les Antilles néerlandaises et le Surinam,

Considérant que, conformément à sa résolution 850 (IX) du 22 novembre 1954, les méthodes et les procédures qu'il y a lieu de suivre pour l'examen de ces communications devaient faire l'objet d'une nouvelle étude,

Notant que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a été maintenu en fonctions et chargé d'examiner les résumés et analyses de divers aspects des conditions dans les territoires non autonomes et de soumettre des recommandations au sujet des questions techniques,

Considérant que, lors de l'examen de communications relatives à la cessation de la transmission de renseignements, des questions peuvent se poser qui nécessitent un examen préalable par l'Assemblée générale à ses sessions ordinaires,

1. Décide que, nonobstant les dispositions de la résolution 448 (V), les communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements concernant un territoire non autonome, adressées au Secrétaire général par les Membres intéressés, doivent être transmises directement à l'Assemblée générale;

2. Considère que l'Assemblée générale doit, conformément aux résolutions 742 (VIII) et 850 (IX), étudier les cas de cessation de la transmission de renseignements en recherchant particulièrement de quelle manière les populations ont acquis et librement exercé le droit à disposer d'elles-mêmes;

3. Considère que, selon les circonstances, l'Assemblée générale doit adopter les conclusions qu'elle juge nécessaires, ou renvoyer certains points pour étude au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, ou prendre d'autres mesures à l'effet d'aboutir à des conclusions conformes aux intérêts des habitants du territoire intéressé."

74. A la même séance de la Quatrième Commission, le représentant de la Grèce a présenté un projet de résolution selon lequel l'Assemblée générale aurait décidé qu'à sa onzième session elle étudierait la manière dont pourrait être mise en oeuvre la résolution 850 (IX), relative aux procédures à suivre pour

l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements. A sa 543ème séance, la Quatrième Commission a décidé de renvoyer le projet de résolution de l'Irak au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Etant entendu que l'Assemblée générale examinerait la question à sa onzième session, le représentant de la Grèce a déclaré qu'il n'insisterait pas pour que l'on mît aux voix le texte qu'il avait présenté.

75. L'ordre du jour du Comité comprenait donc un point intitulé "Procédures à suivre pour l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte". Le Comité était saisi d'une note du Secrétaire général (A/AC.35/L.222), qui résumait les décisions prises par l'Assemblée générale à cet égard, ainsi que les procédures et pratiques suivies depuis 1948 pour l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission de renseignements.

76. Le Comité a consacré ses 144ème, 145ème et 146ème séances à l'étude de la question. A la 144ème séance, le représentant de l'Irak a déclaré qu'en soulevant la question de la procédure à suivre pour l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e, la délégation iraquienne avait voulu protéger et garantir les droits des populations des territoires non autonomes et maintenir les prérogatives de l'Assemblée générale. Le principal changement que le projet de résolution apportait à la procédure suivie jusque-là était qu'il proposait de faire examiner d'abord par l'Assemblée les communications adressées au Secrétaire général au sujet de la cessation de la transmission des renseignements. Par le passé, c'était le Comité qui étudiait d'abord les communications de ce genre et entendait les explications des représentants au sujet des territoires qui avaient modifié leur statut sans accéder à l'indépendance complète. Bien que cette procédure eût donné de bons résultats, la délégation iraquienne estimait que c'était l'Assemblée qui devait examiner la première les communications transmises conformément à la résolution 222 (III). Cette manière d'agir conviendrait particulièrement dans le cas des territoires qui ont obtenu l'indépendance complète et qui sont devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cas où l'Assemblée déciderait qu'un examen par un comité restreint est souhaitable, on pourrait renvoyer les questions soulevées par des communications de ce genre au Comité des renseignements, ou à un autre comité.

77. Au cours du débat qui a suivi, les représentants des pays suivants ont pris la parole : Birmanie, Chine, Etats-Unis, Guatemala, Inde, Irak, Pérou et Venezuela.

78. Le représentant de la Chine a rappelé qu'en exécution des résolutions 222 (III), 448 (V) et 742 (VIII) de l'Assemblée générale, les organes intéressés ont déjà institué certaines procédures pour l'examen des communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements, et que la résolution 850 (IX) invitait le Comité à faire des propositions en vue de perfectionner ces procédures. Quand on examinait les procédures à suivre, il fallait donc tenir compte de ces résolutions. La délégation chinoise a

déclaré n'avoir de préférence ni pour la procédure établie ni pour la nouvelle procédure proposée par l'Irak, puisqu'en tout état de cause c'était à l'Assemblée générale qu'il appartenait de prendre la décision définitive; elle a indiqué qu'elle appuierait cependant le projet de résolution de l'Irak s'il revenait devant l'Assemblée.

79. Le représentant du Venezuela a fait observer que, par sa résolution 742 (VIII), l'Assemblée générale avait décidé qu'en ce qui concerne la cessation de la transmission des renseignements il fallait examiner et trancher chaque cas d'espèce en tenant compte des circonstances qui lui sont propres et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et qu'elle avait adopté une liste de facteurs qui devait servir de guide à ce propos. Il paraissait donc douteux que l'on pût mettre au point des procédures uniformes. L'Assemblée n'a jamais renoncé à son droit d'être informée directement des changements intervenus dans le statut des territoires non autonomes, mais elle a prié le Comité de remplir certaines fonctions qui se rapportent à ces modifications. On ne voyait guère comment le Comité pouvait s'acquitter de ces fonctions à moins de recevoir des instructions précises.

80. Le représentant des Etats-Unis a été d'avis que les questions relatives à la cessation de la transmission des renseignements devaient d'abord venir devant le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Cet examen ne préjugerait en aucune manière les décisions que l'Assemblée générale prendrait en dernier ressort. En n'admettant pas le Comité des renseignements à examiner si un territoire donné est véritablement libre ou autonome, on agirait contrairement aux intérêts des populations de ce territoire.

81. Le représentant du Pérou a dit que l'Assemblée générale devrait donner des instructions précises au Comité pour chaque cas particulier. L'Assemblée devrait d'abord examiner elle-même dans chaque cas les communications relatives à la cessation de la transmission des renseignements. Si, pour une raison quelconque, l'Assemblée ne pouvait s'occuper elle-même de cette question, elle la renverrait au Comité en lui donnant des instructions spéciales. D'après ces instructions, le Comité pourrait alors exprimer une opinion provisoire, la décision finale appartenant dans tous les cas à l'Assemblée.

82. Le représentant de l'Inde a fait observer que le projet de résolution de l'Irak ne tendait pas à restreindre la compétence du Comité. Aux termes de son mandat, le Comité n'est pas tenu de prendre une position définitive sur des questions relatives à la cessation de la transmission des renseignements. La délégation indienne souhaitait voir maintenir certains aspects des procédures actuelles et en voir modifier d'autres. Sous cette réserve, la délégation indienne partageait l'inquiétude de la délégation iraquienne. Le représentant de l'Inde a réservé la position de sa délégation à l'Assemblée générale.

83. Le représentant de la Birmanie a approuvé le représentant de l'Irak. Le Comité a parfaitement réussi dans ses travaux techniques. Il ne devrait pas,

sauf s'il y est invité par l'Assemblée générale, prendre l'initiative d'examiner des questions qui impliquent un jugement politique.

84. Le représentant du Guatemala a déclaré que le Comité s'était acquitté de sa tâche pour ce qui était du projet de résolution présenté par l'Irak, mais qu'il n'avait pas suivi les instructions données aux paragraphes 3 et 4 de la résolution 850 (IX) de l'Assemblée générale. Cependant il s'abstenait de prendre position tant que la Quatrième Commission n'aurait pas examiné la question sous tous ses aspects.

85. Répondant au représentant des Etats-Unis, le représentant de l'Irak a fait observer qu'en présentant le projet de résolution, son pays s'était laissé guider par l'intérêt qu'il porte aux populations des territoires non autonomes et par le souci qu'il a du haut prestige dont jouit le Comité actuel. Le représentant de l'Irak entendait uniquement rechercher la

méthode qui permettrait le mieux à l'Assemblée générale d'examiner tous les cas de cessation de la transmission des renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte.

86. Au sujet de la manière dont la Quatrième Commission serait saisie de cette question, le représentant du Secrétaire général a fait observer que, comme l'indique le rapport de 1955 de la Quatrième Commission, l'Assemblée générale examinerait la question des procédures à suivre pour l'examen de ces communications, que cette question constituât ou non un point de l'ordre du jour provisoire. Cependant, les représentants de l'Irak et de l'Inde ont fait valoir qu'il serait préférable d'inscrire la question à l'ordre du jour de la onzième session de l'Assemblée générale, soit comme un point, soit comme une partie de la question qui concerne les renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

XII. TRAVAUX FUTURS DU COMITE

87. En vue d'étudier le programme de ses travaux à venir dans les trois domaines dont il s'occupe, le Comité avait décidé à sa séance d'ouverture de faire figurer à son ordre du jour un point intitulé "Travaux futurs du Comité". Il était saisi d'un document de travail (A/AC.35/L.233) rédigé par le Secrétariat, qui exposait sommairement un certain nombre d'études envisagées dans le domaine économique et le domaine social, études choisies à la lumière d'études antérieures, des rapports et des débats du Comité, ainsi que des études générales dues à divers organes des Nations Unies.

88. Le Comité a examiné ce point de son ordre du jour de sa 148ème séance à sa 150ème séance. Les représentants de la Chine, du Guatemala, de l'Inde et du Venezuela ont fait des observations sur les études proposées, formulant un certain nombre de suggestions au sujet des principes dont il y aurait lieu de tenir compte pour rédiger les études économiques et les documents qui pourraient servir au Comité. D'aucuns ont insisté sur la nécessité de procéder à une analyse complète des plans de développement et des projets d'assistance technique, eu égard avant tout aux intérêts des habitants des territoires non autonomes. En ce qui concerne les études sociales proposées dans le document du Secrétariat, les membres du Comité ont été d'accord sur la portée à leur donner et sur la façon de les mener à bien. Cependant, il a été indiqué que la prochaine session du Comité donnerait à nouveau l'occasion d'examiner ces questions. Dans l'intervalle, le document du Secrétariat pourrait fournir une première indication du genre de méthode que le Comité voudrait voir suivre au Secrétariat et aux institutions spécialisées.

89. Au sujet de la situation économique, le représentant du Guatemala a suggéré que le Secrétariat devrait aussi entreprendre des études sur les points suivants: programmes de développement dans les territoires non autonomes, avec description des objectifs visés et des mesures prises; ressources disponibles pour le développement économique; investissements dans les secteurs public et privé compris;

artisanat - son rôle dans le développement économique et social; relations économiques des Territoires avec le reste du monde.

90. En ce qui concerne le concours que pourraient apporter les institutions spécialisées, le Comité a pris acte avec satisfaction des études sur la santé publique dont l'OMS avait proposé de se charger et de la déclaration par laquelle le représentant de l'OIT a fait savoir que cette organisation, dans la limite de ses attributions et de ses programmes, accorderait au Comité toute l'assistance possible pour les études qu'il doit entreprendre en 1958.

91. Le Comité a décidé qu'à sa session de 1957 il s'attacherait avant tout à l'examen de la situation économique dans les territoires non autonomes. Il inviterait le Secrétaire général à rédiger les études nécessaires à ces débats et à s'assurer la collaboration des institutions spécialisées, compte tenu du document de travail et des idées émises par les représentants.

92. Le Comité a également décidé qu'il y aurait lieu de s'inspirer de l'exposé sommaire que l'on trouve dans le document de travail du Secrétariat au sujet des études à effectuer dans le domaine social pour entreprendre lesdites études, qui devraient lui être soumises en 1958, et qu'il y aurait lieu à cette fin d'inviter les institutions spécialisées à prêter leur concours. Le Comité aurait à nouveau l'occasion de revoir le programme de travail relatif à la situation sociale à sa session de 1957.

93. On a signalé au Comité qu'il aurait peut-être à changer la date de sa session de 1957 en raison du changement de date de la onzième session de l'Assemblée générale. Le représentant du Venezuela a fait observer que le Comité devrait se réunir assez tôt pour que les divers gouvernements aient communication de son rapport suffisamment à temps pour donner des instructions à leurs délégations avant l'ouverture de la session de l'Assemblée générale. Il a estimé qu'il n'était guère possible à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale de commencer ses travaux par l'examen du rapport du Conseil de tutelle.

Si cette Commission devait examiner en premier lieu le rapport du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, il faudrait le rédiger à temps pour qu'elle l'examine au début de sa session. Les représentants de l'Australie, de l'Inde et du Royaume-Uni ont souligné la justesse des observations du représentant du Venezuela. Ils ont été d'avis que, puisqu'il faudrait tenir compte du programme du Conseil de tutelle pour 1956, il serait prématuré que le

Comité indique une préférence quant à la date de sa session de 1957.

94. Le Comité a noté que le Secrétaire général fixerait la date de sa session de 1957 en prenant en considération le programme général de l'Organisation des Nations Unies et l'opinion des délégations intéressées au premier chef.

ANNEXE I

Ordre du jour du Comité

<u>Points de l'ordre du jour</u>	<u>Documents</u>	<u>Comptes rendus analytiques A/AC.35/SR.</u>
1. Ouverture de la session	A/AC.35/Inf.13 et Rev.1, Inf.14 et Rev.1, 2 et 3	133
2. Election du Président, du Vice-Président et du Rapporteur		133
3. Adoption de l'ordre du jour	A/AC.35/9 et Rev.1, et L.218	133
4. Situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes	A/AC.35/L.225	
a) Evolution générale de l'enseignement, considérée en fonction des opinions exprimées dans les précédents rapports spéciaux que le Comité a consacrés à l'enseignement	A/2465, A/1303/Rev.1, A/AC.35/L.220 et Add.1 ^a ST/TRI/SER.A/5/Add.2 et ST/TRI/SER.A/8/Add.1	134, 135, 136
b) Elimination de l'analphabétisme	A/AC.35/L.226	134, 135, 137, 138, 139
c) Publications destinées à ceux qui viennent d'apprendre à lire et à écrire	A/AC.35/L.221	137, 138, 139
d) Déchet scolaire et retard scolaire dans les écoles primaires	A/AC.35/L.224	138, 139, 143
e) Enseignement secondaire	A/AC.35/L.225	139, 140, 141
f) Formation pédagogique et conditions des maîtres	A/AC.35/L.228 et L.231	140, 141, 143
g) Financement de l'enseignement supérieur	A/AC.35/L.219	141
h) Relations raciales dans le domaine de l'éducation	A/AC.35/L.232	142, 143
i) Questions diverses qui pourraient, au cours des débats, se poser au sujet de la situation de l'enseignement		143, 144
5. Modalités d'examen des communications relatives à la cession de l'envoi de renseignements au titre de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte	A/AC.35/L.222	144, 145, 146

^aVoir aussi les documents de la série A/... énumérés aux points 6 b) et 7 b) de l'ordre du jour.

<u>Points de l'ordre du jour</u>	<u>Documents</u>	
6. Situation sociale dans les territoires non autonomes:		145, 146
a) Questions suscitées par le rapport spécial sur la situation sociale que l'Assemblée générale a adopté en 1955	A/2908	
b) Renseignements fournis sur la situation sociale par les résumés du Secrétaire général	A/3105, A/3106, A/3107, A/3108, A/3109, A/3110 et Corr.1, A/3111 et Add.1, A/3112 et Add.1 et 2, A/3113 et Corr.1, A/3114 et Corr.1 et Add.1, A/3115	145, 146
7. Situation économique dans les territoires non autonomes:		
a) Questions suscitées par le rapport spécial sur la situation économique que l'Assemblée générale a adopté en 1954	A/2729	147, 148
b) Renseignements fournis sur la situation économique par les résumés du Secrétaire général	A/3105, A/3106, A/3107, A/3108, A/3109, A/3110 et Corr.1, A/3111 et Add.1, A/3112 et Add.1 et 2, A/3113 et Corr.1, A/3114 et Corr.1 et Add.1, A/3115	147, 148
c) Accés de la femme à l'artisanat et à l'industrie à domicile (résolution 587 F.I (XX) du Conseil économique et social)	A/AC.35/L.230	148
8. Travaux futurs du Comité	A/AC.35/L.233	148, 149, 150, 151
9. Questions générales suscitées par les résumés et analyses du Secrétaire général et qui ne figurent pas sous les rubriques précédentes	A/3105, A/3106, A/3107, A/3108, A/3109, A/3110 et Corr.1, A/3111 et Add.1, A/3112 et Add.1 et 2, A/3113 et Corr.1, A/3114 et Corr.1 et Add.1, A/3115	149, 150
10. Collaboration internationale au sujet de la situation économique, sociale et scolaire des territoires non autonomes		
a) Evolution générale	A/AC.35/L.229 et L.230	148
b) Assistance technique internationale.	A/AC.35/L.227 et Corr.1	148, 149
11. Approbation du rapport à présenter à l'Assemblée générale		
a) Rapport spécial sur la situation de l'enseignement	A/AC.35/L.234, L.235, L.236, L.237, L.238	150
b) Rapport sur l'ensemble des travaux du Comité	A/AC.35/L.239	151

ANNEXE II

RESOLUTION SOUMISE A L'EXAMEN DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes soumet à l'examen de l'Assemblée générale le projet de résolution ci-après:

"L'Assemblée générale,

Considérant que, par la résolution 445 (V), adoptée le 12 décembre 1950, elle a approuvé le rapport spécial de 1950 comme constituant un exposé succinct mais mûrement réfléchi de l'importance des améliorations dans le domaine de l'enseignement et des problèmes qui restent à résoudre dans les territoires non autonomes,

Considérant que, par la résolution 743 (VIII), adoptée le 27 novembre 1953, elle a approuvé un nouveau rapport sur l'enseignement qui complétait le rapport approuvé en 1950,

Prenant note du rapport que le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes a rédigé en 1956 sur la situation de l'enseignement dans ces territoires,

1. Approuve ce nouveau rapport sur l'enseignement dans les territoires non autonomes et estime qu'il y a lieu de l'étudier en le rapprochant des rapports approuvés en 1950 et 1953;

2. Invite le Secrétaire général à communiquer, pour examen, le rapport de 1956 sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes aux Membres des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes."

DEUXIEME PARTIE

RAPPORT SUR L'ENSEIGNEMENT DANS LES TERRITOIRES NON AUTONOMES¹

I. INTRODUCTION

1. Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes est composé des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes et de ce fait communiquent des renseignements en vertu des dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, et d'un nombre égal de membres qui n'administrent pas de territoires non autonomes, et que la Quatrième Commission élit au nom de l'Assemblée générale.

2. Le Comité examine les résumés et analyses des renseignements communiqués par les Membres administrants sur la situation économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes. Il est prié d'adresser à l'Assemblée générale des rapports où figureront des recommandations sur la procédure qu'il jugera appropriée et "les suggestions de fond qu'il estimera utiles concernant les questions techniques en général, mais non un territoire en particulier" (résolution 933 (X)).

3. En 1950, et une deuxième fois en 1953, le Comité a rédigé un rapport spécial sur l'enseignement dans les territoires non autonomes². Par sa résolution 445 (V), l'Assemblée générale a approuvé le rapport de 1950 comme constituant un exposé succinct, mais mûrement réfléchi, de l'importance des améliorations dans le domaine de l'enseignement et des problèmes qui restent à résoudre dans les territoires non autonomes, et a invité le Secrétaire général à communiquer pour examen ce rapport spécial aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, qui administrent des territoires non autonomes, ainsi qu'à l'UNESCO. De même, dans sa résolution 743 (VII), l'Assemblée générale a approuvé en 1953 le rapport de cette même année et a invité le Secrétaire général à le communiquer pour examen aux Membres de l'Organisation des Nations Unies qui administrent des territoires non autonomes, au Conseil économique et social, au Conseil de tutelle et aux institutions spécialisées compétentes.

¹Le présent rapport a été rédigé par un sous-comité du Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes. Le Comité était composé de représentants des pays suivants: Australie, Birmanie, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Irak, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Venezuela.

Les membres des délégations qui faisaient partie du sous-comité étaient: M. T. W. Cutts (Australie); U Mya Sein (Birmanie); Mlle Elizabeth H. Armstrong et M. Arthur L. Harris (Etats-Unis); M. Michel de Camaret, M. Jean Debayle et M. Michel Removille (France); Dr Isidro Lemus Dimas et Dr Maximiliano Kestler (Guatemala); M. R. Jaipal (Inde); M. W.E.F. Ward et M. J.A. Sankey (Royaume-Uni); Dr Victor Manuel Rivas (Venezuela).

Le sous-comité a élu Président M.T.W. Cutts (Australie).

Le Rapporteur du Comité et le représentant de l'UNESCO ont aussi participé aux échanges de vues au sein du sous-comité.

²Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 17 (A/1303/Rev.1), pp. 17 à 26; huitième session, Supplément No 15 (A/2465), pp. 14 à 21.

4. La résolution 743 (VIII) énumère également les objectifs que l'enseignement doit se fixer dans les territoires non autonomes. Ces objectifs sont les suivants:

- a) Développer la conscience morale et civique et le sens de la responsabilité morale et civique des populations, et les mettre à même de prendre une part grandissante de responsabilité dans la conduite de leurs propres affaires;
- b) Elever le niveau de vie des populations en les aidant à améliorer leur productivité économique et leur état de santé;
- c) Promouvoir le progrès social des territoires, tout en tenant compte des valeurs culturelles fondamentales et des aspirations des populations intéressées;
- d) Assurer l'extension du développement intellectuel des populations de manière à leur donner accès à tous les niveaux culturels."

5. En 1956, conformément au programme de travail fixé par les résolutions 333 (IV) et 933 (X) de l'Assemblée générale, le Comité était de nouveau appelé à s'intéresser spécialement à la question de l'enseignement dans les territoires non autonomes. Il a entrepris l'examen des problèmes de l'enseignement d'après les renseignements communiqués par les Membres administrants et en s'inspirant des observations faites par le Comité en 1950 et 1953 et approuvées par l'Assemblée générale les mêmes années.

6. Pour aider le Comité dans ses échanges de vues de 1956, le Secrétariat avait rédigé des rapports d'après les renseignements communiqués au Secrétaire général par les Membres administrants. Le Comité était également saisi d'études sur les problèmes de l'enseignement dans leur relation avec les territoires non autonomes et autres pays, études dues à l'UNESCO, ainsi que des résumés des renseignements transmis par les Membres administrants sur la situation de l'enseignement pour une période qui allait dans certains cas jusqu'à la fin de 1954, et dans d'autres cas jusqu'à la moitié de l'année 1955. Les principales études sur l'enseignement sont énumérées dans l'annexe; il y a lieu de les considérer comme un complément au présent rapport, ainsi que le compte rendu analytique des échanges de vues du Comité.

7. Pour les réunions du Comité, l'UNESCO a organisé au Siège des Nations Unies une exposition du matériel employé dans différentes régions du monde pour enseigner à lire et à écrire. Les publications étaient choisies de façon à illustrer différentes présentations et différents types de matériel utilisés pour enseigner à lire et à écrire dans diverses régions du monde, et de façon à indiquer le genre de matériel que l'UNESCO juge utile de faire distribuer aux spécialistes et aux organisations nationales. Le Comité remercie l'UNESCO de lui avoir procuré cette

exposition comme contribution à ses échanges de vues relatifs à l'enseignement dans les territoires non autonomes.

8. Le Comité tient également à mentionner l'aide qu'il a reçue, sous la forme de renseignements et d'explications sur les progrès et les problèmes de l'enseignement dans les différents territoires non autonomes, des représentants de l'Australie, des Etats-Unis, de la France, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, qui ont complété utilement les renseignements détaillés visés à l'Article 73 e.

9. Par sa résolution 933 (X) après sa résolution 745 (VIII), l'Assemblée générale a invité les membres du Comité à adjoindre à leurs délégations des personnes particulièrement qualifiées dans les domaines techniques qui relèvent de la compétence du Comité. A cette occasion, le Comité a pu profiter de la présence d'experts de l'enseignement dans les délégations des

Etats-Unis, de la France, du Guatemala, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le Comité constate que ces experts lui ont apporté un concours précieux en donnant de nouveaux renseignements et en participant aux échanges de vues sur les programmes et les méthodes d'enseignement.

10. Pour aborder l'objet de son étude, le Comité a considéré que, à la lumière de la résolution 745 (VIII) de l'Assemblée générale, ses échanges de vues devraient permettre à ses Membres d'échanger des renseignements sur leur expérience dans un esprit de collaboration internationale. Bien qu'il soit uniquement chargé d'examiner la situation économique, sociale et de l'enseignement dans les territoires non autonomes, le Comité estime que les représentants d'un grand nombre de pays qui assistaient à ces réunions pouvaient, dans un esprit de coopération internationale, économique et sociale, apporter l'importante contribution de leur propre expérience.

II. EVOLUTION GENERALE

11. D'après les renseignements transmis par les Membres administrants, le Secrétariat a adressé au Comité un rapport où il exposait dans ses grandes lignes l'évolution générale de l'enseignement dans les territoires non autonomes depuis que le Comité avait eu pour la dernière fois à s'occuper de la question; ce rapport était complété par des études de l'UNESCO³. Les documents comprenaient : a) un bref exposé des mesures prises pour étendre l'enseignement primaire dans les territoires non autonomes, et surtout des problèmes auxquels on s'est heurté dans les territoires où l'on a institué récemment l'enseignement obligatoire universel ou bien où l'on va l'instituer; b) des tableaux qui montrent l'augmentation des effectifs scolaires dans les territoires non autonomes et indiquent le nombre total des élèves inscrits dans les écoles en 1946, en 1951 et en 1954; c) des renseignements d'ordre général sur l'organisation des écoles et la fréquentation scolaire; d) des données statistiques sur l'analphabétisme pour la plupart des territoires non autonomes, d'après le dernier recensement ou la dernière estimation, ainsi que des tableaux qui illustrent l'évolution qui s'est produite entre 1900 et 1950 dans certains territoires administrés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni; e) une comparaison des taux d'analphabétisme et des taux de fréquentation scolaire pour une année donnée, généralement l'année 1952; f) des données qui indiquent l'effectif féminin de écoles primaires et secondaires en pourcentage de leur effectif total dans une trentaine de territoires non autonomes, en 1950 et en 1954; g) un bref résumé de l'évolution qui s'est produite depuis 1953 dans l'enseignement professionnel et technique; h) un rappel également bref des établissements d'enseignement supérieur qui existent dans les territoires non autonomes, avec l'indication du nombre des étudiants qui poursuivent leurs études supérieures à l'étranger; i) des extraits de certaines déclarations générales qui illustrent les principes actuellement suivis en matière d'enseignement, dans les territoires non autonomes;

j) des renseignements sur les programmes de lutte contre l'analphabétisme chez les adultes ainsi que sur les problèmes que pose la mise en oeuvre de ces programmes.

12. Le Comité a d'abord pris acte du fait que les Membres administrants acceptent en général l'énoncé des objectifs de l'enseignement dont le texte figure plus haut au paragraphe 4. Il a envisagé ensuite un certain nombre de problèmes relatifs à l'extension de l'instruction dans ces territoires, aux méthodes d'enseignement et aux techniques de l'organisation scolaire. Il appartient aux autorités chargées d'appliquer les programmes scolaires dans les territoires non autonomes d'examiner ces questions et de leur apporter une solution, et il appartient aux experts de l'enseignement d'en discuter, soit à l'échelon national, soit dans le cadre des services internationaux de l'UNESCO. Le Comité a pour tâche de chercher à contribuer au développement de l'enseignement au sens le plus large de ce terme; son action doit tendre vers les objectifs définis par l'Assemblée générale et viser à encourager autant que possible l'adoption de mesures qui permettront à tous les habitants des territoires non autonomes, quels que soient leur âge, leurs capacités et leurs aptitudes d'accéder à l'enseignement, sans en être empêchés pour aucune raison telle que des raisons de race, de croyance, de sexe, de langue, de couleur, d'impécuniosité ou de situation sociale.

13. Le Comité n'est pas habilité à faire des recommandations qui visent tel ou tel territoire. Cependant, il souhaiterait éviter, dans la mesure du possible, de réitérer les déclarations générales - si utiles qu'elles puissent être en tant qu'exposé de principe - qu'il avait faites en 1950 et en 1953, que l'Assemblée générale a approuvées et que les Membres administrants acceptent. D'une manière générale, les objectifs de l'enseignement et les besoins des populations dans ce domaine sont bien connus. Les Membres administrants qui ont participé aux délibérations du Comité ont fourni un grand nombre de précisions sur les mesures qu'elles prennent dans les territoires qu'elles administrent en vue d'améliorer leur système scolaire, d'augmenter les effectifs et de perfectionner les

³Rapport rédigé par le Secrétariat sur l'évolution générale de la situation scolaire (documents A/AC.35/L.220 et Add.1); études de l'UNESCO sur le retard scolaire dans les écoles primaires et sur l'élimination de l'analphabétisme (documents A/AC.35/L.224 et A/AC.35/L.226).

méthodes d'enseignement. Par conséquent, cette année, le Comité cherche à passer en revue les moyens les plus propres à développer l'enseignement, à satisfaire les besoins des habitants et à susciter de nouveaux progrès dans ce domaine.

14. Le Comité ne s'est pas borné à examiner les questions considérées comme relevant au premier chef des services de l'enseignement des Administrations. Presque toutes les fonctions de l'administration ont des aspects éducatifs et chaque service administratif, notamment dans les territoires qui se trouvent en rapide évolution, doit remplir des fonctions éducatives et respecter des principes relatifs à l'éducation de la population. Ainsi, le Comité a voulu connaître des détails sur l'organisation, parmi les élèves des écoles de l'Afrique-Occidentale Française, de mutualités qui appliquent les principes de la coopération dans les écoles et donnent une leçon concrète de civisme en familiarisant les enfants avec les problèmes locaux et en leur inculquant le sens de la responsabilité et de l'initiative pour résoudre ces problèmes. D'une manière plus générale, il a constaté que l'on admettait, par exemple dans les territoires administrés par les Etats-Unis, que l'enseignement doit refléter une autonomie démocratique où l'autorité est exercée par des représentants de la population locale, ou, comme on l'a dit au sujet des territoires administrés par le Royaume-Uni, que la participation de la population autochtone à l'élaboration et à l'exécution de la politique scolaire est un principe fondamental. A ce sujet, le Comité appuie fermement la doctrine, déjà largement appliquée dans certains territoires non autonomes et digne d'une pratique universelle, qu'il faut aider et encourager sans réserve les comités, conseils et autres organes locaux par le truchement desquels la population peut exprimer sa volonté au sujet des questions d'enseignement pour arrêter la politique en cette matière et régler le fonctionnement pratique du système scolaire. Le Comité est d'accord pour affirmer que les populations doivent décider elles-mêmes de quel genre d'enseignement elles ont besoin et de quelle manière l'enseignement peut contribuer à l'exercice des responsabilités civiques.

15. Le Comité insiste sur la nécessité de lier étroitement l'enseignement à la vie locale et à la culture des autochtones. En fait, cette conception s'exprime déjà dans les objectifs assignés à l'enseignement dans les territoires non autonomes. Au cours des échanges de vues, on a cité en exemple des moyens par lesquels on peut évoquer l'histoire locale, la géographie locale et les sciences sociales et naturelles locales, et y intéresser les élèves. Cependant, il ne suffit pas d'adapter le programme aux conditions locales; le maître doit être à même d'adapter ses vues et sa méthode d'enseignement. Le fait de citer des exemples locaux pendant les leçons et d'intéresser les élèves aux événements, passés ou présents, qui concernent directement leur existence, devrait améliorer l'enseignement dans son ensemble et permettre d'accéder à la culture universelle sous toutes ses formes. En encourageant l'initiative locale

dans cette voie, il se peut parfois que l'éducateur ne puisse pas attendre que les idées locales aient évolué. Par conséquent, il devra susciter une réaction favorable de la population, et il pourra avoir besoin pour cela d'obtenir l'autorisation nécessaire pour orienter l'instruction vers les fins les plus nobles de l'éducation.

16. Au cours des dernières années, le progrès de l'enseignement a été sensible dans un certain nombre de territoires non autonomes. Le Comité a été informé d'un certain nombre d'augmentations dans les dépenses publiques, soit en chiffres absolus, soit en pourcentage du budget total. En ce qui concerne l'extension de l'enseignement primaire, on s'est rapproché de l'objectif qui est de fournir une instruction gratuite et universelle assez longue et d'assez bonne qualité pour aboutir à l'évolution des populations qui sachent lire et écrire; l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ont progressé eux aussi.

17. Lorsque l'on examine cette évolution, il y a lieu de noter que le progrès de l'enseignement s'impose avec d'autant plus d'urgence que des changements radicaux s'opèrent actuellement dans les territoires non autonomes et que l'on se rapproche toujours davantage des objectifs fixés dans le Chapitre XI de la Charte. Il faut, pour résoudre les problèmes qui se posent, hâter le processus socio-économique, lequel exige davantage qu'une approche purement scolastique. Il faut mener la lutte non seulement contre l'ignorance, mais encore contre la mauvaise santé et toutes les formes de pauvreté. L'Assemblée générale a affirmé que l'enseignement doit viser à familiariser les populations avec les moyens du progrès économique, social et politique et à leur apprendre à les utiliser pour arriver à s'administrer complètement elles-mêmes. C'est en vue de ces fins que tous les services de l'Administration, soutenus par l'opinion, aidés des conseils des spécialistes et dotés de moyens financiers suffisants doivent concevoir et mettre en marche les dispositifs nécessaires (résolution 743 (VIII), par. 3).

18. Par sa résolution 330 (IV), l'Assemblée générale, reconnaissant que l'analphabétisme est un des problèmes fondamentaux des territoires non autonomes, a recommandé que les Membres administrants coopèrent avec l'UNESCO en vue d'arriver d'une façon pratique à la suppression de l'analphabétisme dans les territoires non autonomes. L'Assemblée générale a également invité le Secrétaire général à collaborer avec l'UNESCO à l'occasion de toutes les études nécessaires, en se fondant notamment sur les renseignements transmis en vertu de l'Article 73 de la Charte. A ses réunions annuelles, le Comité est tenu au courant de la suite donnée à cette résolution et l'Organisation des Nations Unies travaille dans ce domaine en étroite coopération avec l'UNESCO. Il estime toutefois qu'il est bon de mentionner expressément cette résolution pour en souligner une fois encore l'importance; en effet, il y est question d'une forme de coopération prévue à l'alinéa d de l'Article 73 de la Charte et destinée à favoriser le progrès général des territoires non autonomes.

III. EXTENSION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

19. Un des moyens les plus sûrs de diminuer et finalement de supprimer l'analphabétisme est d'étendre l'enseignement scolaire et en particulier d'instituer l'enseignement primaire obligatoire. En ce qui concerne le développement de l'enseignement primaire et l'organisation de systèmes scolaires qui appliqueront effectivement le principe de l'obligation scolaire, le Comité de 1953 a émis l'opinion que les mesures à prendre à cet effet devraient être: a) la faculté d'exiger la fréquentation régulière de tous les élèves inscrits dans les écoles; b) la fixation d'un âge minimum et d'un âge maximum pour l'entrée dans les diverses classes; c) la fréquentation scolaire obligatoire dans les régions où il existe un nombre suffisant d'écoles et de maîtres pour la population d'âge scolaire; d) l'institution progressive de l'instruction obligatoire pour tous les enfants.

20. Il ressort des renseignements fournis au Comité cette année que des mesures de ce genre ont été prises dans un certain nombre de cas. Il en ressort aussi que, même quand la loi aura institué la fréquentation scolaire obligatoire, il faudra encore veiller soigneusement à l'application judicieuse d'autres mesures pour répondre aux besoins immédiats de l'enseignement. A ce sujet, le Comité a accueilli avec faveur la suggestion d'après laquelle, pour chacun des territoires qu'ils administrent, les Etats Membres administrants pourraient s'efforcer de dresser un calendrier qui fixerait des dates aux diverses phases de l'évolution vers l'enseignement primaire universel et la suppression générale de l'analphabétisme.

21. Le coût de la construction d'écoles et de la fourniture du matériel scolaire habituel est l'un des gros obstacles qui s'opposent au développement des services scolaires. On a cité divers cas qui montrent que: a) en simplifiant le plan de construction et en utilisant des matériaux locaux, on a pu réduire sensiblement les hauts frais de construction et d'entretien des bâtiments scolaires; b) en ce qui concerne le matériel des salles de classe, si l'on s'attache à faire le meilleur usage possible des crédits affectés à l'enseignement, on doit pouvoir améliorer les méthodes d'enseignement en encourageant l'initiative locale et en dirigeant l'attention vers les leçons que donne l'observation du milieu local. On a mentionné le cas des plans de construction de bâtiments scolaires dans des territoires des Antilles, où l'on a sensiblement réduit les frais de construction en employant des matériaux locaux et en choisissant des plans qui tenaient compte de tous les aspects du climat local. En ce qui concerne certains territoires sous administration française, on a fait observer qu'en instituant une double série de classes à mi-temps dans une même école et en utilisant comme moyens d'enseignement les matériaux que l'on peut se procurer le plus facilement sur place, on peut accroître sensiblement les effectifs scolaires sans augmenter les dépenses, dispenser un meilleur enseignement et stimuler l'ingéniosité des maîtres et des élèves. On a trouvé qu'un tel plan était applicable dans des conditions climatiques favorables.

22. Un certain nombre de problèmes connexes touche à la durée des études primaires, déterminée d'après

le nombre de classes que peuvent compter la plupart des écoles d'une certaine région. Dans certains territoires, le programme prévoit à cet égard, dans l'immédiat, des mesures destinées: a) à élever le niveau des écoles de telle manière qu'elles puissent ajouter le nombre d'années nécessaire pour inculquer des rudiments de lecture et d'écritures; b) à permettre aux écoles de fonctionner avec de meilleures chances de succès en excluant les enfants qui n'appartiennent pas au groupe d'âge le plus approprié à l'enseignement offert; c) à exiger une fréquentation scolaire régulière des élèves déjà inscrits. Par des moyens de ce genre, on s'efforce de répondre aux premiers et plus urgents besoins de la population en écoles plus nombreuses, en écoles plus grandes et en écoles qui offrent la possibilité de faire des études plus étendues.

23. L'UNESCO avait adressé au Comité une étude technique intitulée "Retard scolaire dans les écoles primaires". Ce problème et les problèmes connexes du déchet scolaire et du retard scolaire⁴ montrent qu'en dépit des efforts déployés pour multiplier les écoles et les classes et en dépit du très vif désir que la plus grande partie de la population éprouve de voir augmenter les moyens d'enseignement, il arrive un moment où quelques écoles ne parviennent pas à retenir les élèves ou à favoriser leur progrès. Il faut espérer que l'on pourra approfondir le problème et tirer au clair les multiples causes de cet état de choses. Ces causes peuvent comprendre la formation d'un nombre insuffisant de maîtres qualifiés, l'emploi dans les écoles de langues avec lesquelles les élèves ne sont pas familiarisés, le fait que l'enseignement n'est pas adapté aux besoins et à la culture de la région, et le fait que l'école ne parvient pas à susciter chez les enfants un intérêt durable.

24. Il était aussi question, dans les documents dont le Comité était saisi, des problèmes que posent, dans certains territoires, les différences du rythme du progrès selon qu'il s'agit de collectivités urbaines ou de collectivités rurales ainsi que du contraste qui existe au point de vue scolaire entre les districts centraux et les districts écartés. Il y a certains territoires où l'enseignement a fait des progrès très sensibles dans les principaux centres urbains, mais où la situation est beaucoup moins satisfaisante dans les campagnes, dans lesquelles l'insuffisance de l'enseignement est un des principaux obstacles au développement économique et social. Il faut en pareil cas, lorsque l'on met au point un système d'enseignement primaire universel, songer d'abord aux besoins

⁴(A/AC.35/L.224). Le terme "déchet scolaire" signifie que les élèves quittent l'école avant d'avoir complété un cycle scolaire donné. Le terme "retard scolaire" (stagnation) se rapporte au phénomène selon lequel une proportion relativement élevée d'un groupe d'enfants, entrés ensemble à l'école dans la même année, au cours de leurs études dans un même système scolaire, ne réussissent pas à monter de classe une ou plusieurs fois et continuent leurs études dans des classes inférieures à celles où l'on s'attend à les trouver, compte tenu de l'année de leur admission. Le terme "retard" tout court est souvent utilisé dans le même sens. Néanmoins, afin d'éviter toute confusion, il paraît préférable de restreindre l'usage de ce terme aux enfants pris individuellement dont le progrès est inférieur à leur habileté potentielle.

des campagnes, afin que les enfants des collectivités rurales aient des possibilités comparables à celles qui s'offrent à ceux des villes. Il se peut qu'ailleurs

il faille s'occuper d'abord de l'enseignement dans les villes où la structure sociale ne s'est pas adaptée aux conditions nouvelles.

IV. EDUCATION DES ADULTES

25. La scolarisation est le principal moyen de réduire et finalement d'éliminer l'analphabétisme chez l'ensemble de la population, car il existe un lien étroit entre l'augmentation des effectifs scolaires et la réduction de l'analphabétisme. Néanmoins, même si l'on accroit très rapidement les effectifs scolaires de façon à englober la totalité des enfants, on ne pourra résoudre entièrement le problème de l'analphabétisme.

26. Ce fait évident a amené le Comité à considérer le problème de l'éducation des adultes sous deux de ses principaux aspects: d'une part éliminer l'analphabétisme, d'autre part faire en sorte que ceux qui ont appris à lire et à écrire ne perdent pas leur acquis. Lorsqu'il a examiné ces problèmes, le Comité a reconnu que la lutte contre l'analphabétisme n'est pas une fin en soi, mais fait partie d'une vaste offensive contre tous les facteurs qui nuisent au bien-être individuel et au progrès de la collectivité. Lorsqu'une grande partie de la population est incapable de lire et d'écrire, la collectivité tout entière est tenue à l'écart des progrès accomplis par la culture mondiale.

27. Pour éliminer l'analphabétisme chez les adultes, il faut employer des méthodes différentes de celles qui s'appliquent à l'éducation des enfants. Il faut également tenir compte des besoins des régions urbaines, semi-urbaines et rurales, ainsi que des éléments spéciaux, comme les populations nomades. Par conséquent, le Comité souligne que la lutte contre l'analphabétisme devrait s'inscrire dans un plan d'ensemble et progresser de pair avec d'autres programmes essentiels au développement économique et social. Elle doit comporter différentes solutions, adaptées aux besoins et aux goûts particuliers de la collectivité, et prévoir des mesures destinées à empêcher ceux qui ont été instruits de retomber dans l'analphabétisme. Pour mettre en oeuvre les programmes d'instruction élémentaire, il faut que tous les intéressés prêtent leur concours. Lorsqu'il s'agit d'adultes, il faut, en même temps qu'on leur apprend à lire et à écrire, leur montrer les avantages pratiques dont ils pourront bénéficier. Les campagnes doivent s'organiser selon une méthode générale qui vise à éliminer l'analphabétisme dans son ensemble et doivent s'inscrire dans des programmes plus larges d'aménagement des collectivités.

28. Un certain nombre de campagnes de lutte contre l'analphabétisme ont déjà été couronnées de succès, mais il convient de rechercher encore quelles seraient les meilleures méthodes à appliquer. Pour l'enseignement de la lecture, la même méthode ne donnera pas toujours les mêmes résultats. Des méthodes différentes développent des aptitudes et des talents différents. On obtient généralement les meilleurs résultats quand on insiste dès le début pour que l'élève saisisse clairement le sens et reconnaisse exactement le mot. Cependant, même en ce qui concerne ces principes généraux, il est encore besoin de beaucoup

d'expériences et de recherches, de statistiques plus complètes et de renseignements sur les entreprises-pilotes, avant de pouvoir évaluer les résultats avec quelque précision.

29. Les programmes d'instruction élémentaire doivent être conçus d'une façon large. Ils doivent permettre aux élèves de dépasser le niveau minimum d'instruction dont on s'est souvent contenté dans le passé et de parvenir à un niveau d'instruction fonctionnelle⁵ qui tienne compte des besoins et des conditions locales. Ils doivent prévoir les services administratifs nécessaires, la formation du personnel, la production de matériel d'enseignement de tous genres, l'action à mener pour gagner et conserver l'appui de l'opinion et pour s'assurer la collaboration des collectivités locales, l'enseignement proprement dit, les recherches et l'évaluation constante des progrès accomplis. Pour ce qui est des moyens d'information des masses, il convient de développer l'usage de la radio, du cinéma et de la télévision; mais ici encore, il faudrait des recherches soigneusement contrôlées pour savoir de quelle façon tirer le meilleur parti de ces moyens d'information.

30. Pour empêcher les adultes de retomber dans l'analphabétisme, il est extrêmement important de leur fournir des publications qui puissent aider ceux qui viennent d'apprendre à lire à passer au stade où ils peuvent lire couramment avec plaisir et profit; il faut faire en sorte que les jeunes étudiants qui quittent l'école continueront à lire et à écrire. L'UNESCO a rédigé un rapport provisoire au sujet des publications destinées aux ex-illettrés⁶. Ce rapport expose les différentes mesures qu'un petit nombre de territoires non autonomes ont prises pour publier des manuels et des livres de lecture, et mentionne notamment l'oeuvre accomplie par les bureaux de publications en langue vernaculaire. Il montre qu'à bien des égards, ce problème appelle encore des études et des mesures tant nationales qu'internationales. Il s'agit notamment de résoudre les questions que posent l'administration et le financement des agences d'édition, la formation du personnel, l'utilisation la plus rationnelle des ressources disponibles, l'impression et la reproduction et la nécessité de procéder fréquemment à un examen critique des méthodes et des résultats.

31. Pour être efficace, le système appliqué devra avoir une portée générale; il se peut qu'il soit également complexe, notamment dans les territoires où l'on parle plusieurs langues. Il faudra prévoir une grande variété de publications, qui correspondront aux goûts et aux curiosités des lecteurs éventuels. Il serait vain d'espérer que les adultes qui viennent

⁵L'«instruction fonctionnelle» désigne un niveau d'instruction suffisant pour permettre à l'intéressé d'étendre, au besoin par ses seuls moyens, le champ de ses connaissances.

⁶A/AC.35/L.221.

d'apprendre à lire continueront à s'adonner régulièrement à la lecture si on ne leur fournit que des textes rédigés surtout à l'intention des enfants. De même, il ne faudra pas oublier les sujets auxquels les ruraux ou les citadins, ou tout autre groupe de la population aux préoccupations particulières seront capables de vraiment s'intéresser.

32. La questions des publications destinées aux ex-illettrés ne constitue que l'un des aspects du problème plus vaste que constitue le développement de l'information des masses dans les territoires non autonomes. Si l'on veut que ces territoires soient

prêts à réaliser bientôt les aspirations de leur population, il faut encourager la diffusion des nouvelles et des opinions par la presse, la radio, le cinéma et l'emploi de tels moyens pour l'éducation générale ou spéciale, en les exprimant dans des langues et sous des formes accessibles à la grande majorité de la population. La question des rapports entre les pouvoirs publics et les organes d'information des masses mérite de retenir l'attention, et l'on a proposé au Comité d'étudier, la prochaine fois qu'il examinerait la situation sociale dans les territoires non autonomes, la question plus générale de l'information des masses.

V. ENSEIGNEMENT FEMININ

33. Dans son rapport de 1953, le Comité a étudié ce fait bien connu que dans un grand nombre de territoires non autonomes, notamment en Afrique, l'instruction des filles est en retard sur celles des garçons. Le problème est un aspect du problème plus général de l'évolution sociale et culturelle des habitants et demande l'adoption d'une action d'ensemble à la fois administrative, économique et sociale pour la protection des femmes et l'amélioration de leur condition. Le Comité a proposé les exemples suivants des mesures que l'on pourrait prendre dans le domaine de l'enseignement: a) généraliser la gratuité de l'instruction des filles; b) étendre aux filles l'instruction primaire obligatoire; c) augmenter le nombre des écoles primaires de filles; d) développer l'enseignement technique dans les domaines où la femme a des aptitudes particulières; e) encourager les écoles à engager des institutrices; f) examiner de près le statut et le barème des traitements des institutrices; g) développer les possibilités d'éducation pour les femmes adultes.

34. Le Comité a constaté que, pendant la très courte période qui s'est écoulée depuis le dernier examen de

la question en 1953, à mesure que certains territoires se sont acheminés vers le système de l'enseignement primaire généralisé, le nombre des filles qui vont à l'école a sensiblement augmenté et a tendu à se rapprocher de celui des garçons. Il est cependant très difficile, au niveau primaire et secondaire, de garder les filles à l'école, surtout dans les sociétés où elles doivent rester travailler à la maison ou aux champs.

35. Il faudra vaincre un grand nombre de préjugés solidement ancrés si l'on veut généraliser un système satisfaisant d'enseignement féminin: les autochtones ont des préjugés contre l'instruction des femmes; il y a pénurie de personnel enseignant qualifié; il faut résoudre le problème habituel du manque de fonds; enfin, les jeunes femmes qui réussissent à vaincre les difficultés, à faire des études et à recevoir une formation, trouvent difficilement un emploi qui ne les déconsidère pas aux yeux des collectivités locales. Le Comité a de nouveau souligné qu'il se rendait compte de l'importance de cette question.

VI. ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE

36. En 1953, le Comité a déclaré que pour devenir un travailleur qualifié compétent, l'élève doit recevoir une instruction générale de base adéquate, puis une formation technique qui doit durer trois ans et se poursuivre pendant les premières années où il sera employé.

37. La nature de l'enseignement général exerce également une profonde influence sur les aptitudes et les ambitions des élèves. Trop souvent, les écoles ont cherché à dispenser un enseignement académique, fréquemment de portée étroite, et qui vise à préparer des candidats aux emplois de bureau; l'enseignement des sciences par exemple, lorsqu'il était prévu au programme, était mécanique et livresque. On reconnaît toujours davantage que le développement de l'enseignement technique et professionnel dépend en premier lieu du caractère donné à l'enseignement général dès le début des études primaires. On le voit par exemple d'après les recommandations faites par la Conférence de l'enseignement et de la petite exploitation agricoles, tenue en 1954, sous les auspices de la FAO, de la Commission des Caraïbes et par la Conférence des directeurs de l'enseignement d'Afrique française et de Madagascar qui a eu lieu également en 1954.

38. Pour renforcer cette tendance, il peut être nécessaire d'instituer un système d'éducation des parents. Certains sont souvent fermement persuadés que la seule forme d'enseignement secondaire valable est celle des lycées et collèges; le Comité a constaté que, en dépit des efforts des Puissances administrantes à encourager un choix plus large, les étudiants de l'enseignement supérieur ont souvent tendance à se concentrer sur un ou deux cours; par exemple, le nombre d'étudiants provenant des territoires non autonomes qui suivent des cours de droit dans une métropole est plus grand que le chiffre total des étudiants en agronomie, sciences forestières et vétérinaires, architecture, pharmacie, sciences générales et économiques.

39. Il ne suffit pas, dans les écoles, d'apprendre aux gens à mener une vie heureuse et satisfaite, il faut les aider à améliorer leur condition; il faut également intégrer les programmes scolaires à des plans généraux de développement de toute la collectivité. En ce qui concerne les établissements d'enseignement professionnel et technique, les renseignements reçus par le Comité montrent que l'on a fait d'importants progrès dans l'organisation de cet enseignement aux niveaux postprimaire et secondaire, et dans les

établissements d'enseignement technique supérieur. Dans un certain nombre de territoires, le nombre des étudiants de ces trois catégories et celui des matières enseignées ont considérablement augmenté au cours des dernières années. Il y a beaucoup de nouveau; mais il importe d'étudier de près la possibilité de réaliser de nouveaux progrès dans ces domaines, d'intégrer l'enseignement professionnel et technique

VII. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

40. Les services de l'enseignement reconnaissent, d'une manière générale, la nécessité d'augmenter le nombre des établissements d'enseignement secondaire, de les agrandir et d'en diversifier les programmes pour qu'ils correspondent à l'évolution sociale, économique et générale. Le nombre d'écoles qui donnent une instruction poussée et plus variée après les classes primaires est en augmentation. Mais il reste que, dans la plupart des territoires non autonomes, l'enseignement secondaire est insuffisant. Les écoles secondaires existantes sont parfois bonnes, mais dans d'autres cas, où l'idée que le personnel enseignant se fait de l'enseignement secondaire est désuète ou stérile, les écoles sont mauvaises ou quelconques. Cette année, le Comité s'est préoccupé particulièrement de la question. Il a pris connaissance d'une étude où le Secrétariat avait indiqué, à grands traits, la situation de l'enseignement secondaire au moyen d'exemples empruntés à dix-neuf territoires non autonomes de diverses régions. Il a exprimé l'avis qu'il conviendrait d'élargir le cadre de cette étude en l'étendant sinon à tous les territoires, du moins à la plupart d'entre eux⁷.

41. Au cours des discussions du Comité, les questions suivantes ont été soulevées: a) la nécessité d'étendre et de diversifier l'enseignement secondaire et, partant, la question du nombre et de la qualité des types d'enseignement primaire qui formeront un nombre assez élevé de candidats à l'entrée dans les établissements d'enseignement secondaire; b) l'organisation de l'orientation dans les classes secondaires du premier cycle; c) l'adaptation des programmes; d) la possibilité d'instituer progressivement la gratuité de l'enseignement secondaire et de prendre dès maintenant des mesures pratiques pour élargir l'accès à cet enseignement; e) la mesure dans laquelle il convient d'étendre l'enseignement secondaire, eu égard à la situation économique actuelle et aux perspectives d'un développement économique plus poussé dans chaque territoire.

42. Une conception de l'enseignement secondaire qui en fait seulement une étape entre l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur aboutit parfois au formalisme et à un manque de souplesse. Dans beaucoup de territoires non autonomes, l'enseignement secondaire devrait avoir des buts qui lui soient propres et être autonome en ce sens qu'il devrait donner une éducation et une formation qui se suffisent à elles-mêmes sans mener nécessairement à l'enseignement supérieur. Il est vrai que l'avenir de l'enseignement secondaire dépend en grande partie de la qualité de l'enseignement primaire et des ressources économiques du territoire, mais il n'est pas sans

au système d'enseignement général, et de l'organiser en fonction des perspectives générales des territoires, de la situation et de l'évolution probable du marché du travail pour des emplois semi-spécialisés, spécialisés et professionnels. L'enseignement professionnel et technique est souvent une nouveauté dans les territoires non autonomes. On doit lui accorder un rang de priorité des plus élevés.

intérêt de remarquer que l'on assigne souvent pour but à l'éducation d'assurer un enseignement primaire et moyen à tous les enfants, et un enseignement secondaire à une fraction de la population scolaire représentant environ 25 pour 100 de l'effectif scolaire.

43. Dans le passé, beaucoup d'établissements d'enseignement secondaire ont été fondés, puis développés, pour satisfaire des besoins en jeunes gens formés à la culture de la métropole et désireux de travailler dans ses services administratifs locaux. Les membres du Comité se sont accordés à reconnaître qu'un tel enseignement secondaire n'est plus suffisant. A l'heure actuelle, il importe surtout de créer des établissements où l'on reconnaisse la culture autochtone, alliée aux éléments de l'éducation moderne, de façon que le niveau général de l'instruction ainsi que les connaissances techniques fondamentales ne soient pas inférieurs à ceux de la métropole. Des progrès ont été accomplis dans ce domaine. On prend des dispositions pour adapter les programmes aux conditions locales. On a ménagé une place dans ces programmes à l'histoire et à la géographie locales, à l'étude des institutions autochtones, ainsi qu'aux langues autochtones ou traditionnelles de la région, lorsque cette mesure se justifie.

44. Le problème de la qualité est l'une des questions fondamentales que pose le développement des écoles secondaires. Il se peut que, pour les enseignements primaire et supérieur, il faille plus s'occuper, dans l'immédiat, d'augmenter le nombre des élèves que de maintenir et d'améliorer la qualité de l'enseignement donné et de son assimilation par l'élève. S'agissant de l'enseignement secondaire, le public recherche bien souvent le prestige qui s'attache aux traditions des écoles de type classique et aux diplômes qu'elles délivrent; mais, encore une fois, le Comité pense qu'un tel enseignement n'est plus suffisant et que ce qu'il faut, dans un grand nombre de territoires non autonomes, c'est un enseignement de conception plus large, par lequel on doit donner aussi des connaissances et une formation spécialisées de la plus haute qualité. Quelque difficile qu'il soit d'exposer en quoi consiste un tel programme, un niveau plus élevé de l'enseignement secondaire serait plus facilement atteint si l'on utilisait les ressources disponibles dans quelques grandes écoles bien équipées et dotées d'un personnel qualifié que si on les dispersait parmi un nombre plus grand d'établissements plus petits.

45. D'ores et déjà, en plus de la création d'écoles nouvelles donnant un enseignement secondaire complet et de haute qualité, on peut améliorer les possibilités de formation offertes aux enfants les plus aptes à bénéficier d'études secondaires grâce à des

⁷A/AC.35/L.225.

mesures telles que l'extension des internants, l'augmentation des dispenses de frais de scolarité (jusqu'au moment où l'on instituera l'enseignement secondaire gratuit), et l'amélioration continue du niveau des écoles privées, existantes. Il serait bon peut-être aussi d'accorder des bourses d'études secondaires à l'étranger lorsqu'il n'existe pas sur les lieux d'établissements donnant un enseignement secondaire de qualité.

VIII. FORMATION PEDAGOGIQUE ET CONDITION DES MAÎTRES

47. Les études préparées par le Secrétariat sur la formation pédagogique et la condition des maîtres ne portaient que sur un petit nombre de territoires. Certains des membres du Comité ont estimé qu'il aurait été souhaitable de disposer d'une étude beaucoup plus complète car, dans un grand nombre de territoires, le rythme du progrès dépend, dans une large mesure, de la formation de beaucoup plus de maîtres et de meilleurs maîtres.

48. L'amélioration de la formation pédagogique des maîtres suppose: a) le développement des moyens de préparation; b) le relèvement du niveau des études dans les établissements de formation pédagogique actuels; c) le relèvement progressif des niveaux requis pour la formation des différentes catégories de maîtres; d) l'institution d'un système efficace de formation en cours d'emploi coordonné avec la formation préalable des maîtres et le travail des directeurs et des inspecteurs d'école.

49. Des améliorations de ce genre comportent l'élimination progressive du système des élèves-maîtres dans les territoires non autonomes où il existe. Le Comité reconnaît que ce système est à la fois coûteux et inefficace. Même des stages de formation très courts pour des candidats dont on exige des aptitudes moyennes donnent habituellement de bien meilleurs résultats que le système des élèves-maîtres.

50. L'une des premières nécessités est l'établissement d'un plan d'organisation de l'enseignement. Que la formation pédagogique soit donnée dans des établissements publics ou dans des établissements privés subventionnés, il importe que les autorités compétentes adoptent des principes directeurs concernant le nombre des maîtres nécessaires et le niveau minimum de formation exigé. Il faudra peut-être organiser un réseau d'établissements de formation pédagogique, en donnant parfois, au début, une formation accélérée à laquelle viendra s'ajouter une formation en cours d'emploi pour laquelle on s'inspirera d'une conception élargie de l'enseignement qui réponde aux nécessités sociales, civiques et économiques. Le Comité attache de l'importance à la formation pédagogique dans un cadre rural comme étant de nature à ranimer la vie dans les campagnes et à préparer le maître à exercer dans une région rurale. Le Comité a été heureux d'entendre dire que cette importance est généralement reconnue.

51. Le recrutement et la formation des maîtres des écoles secondaires devront parfois faire l'objet d'une attention toute particulière de la part de ceux qui

⁸A/AC.35/L.228 et L.231.

46. Cependant, à longue échéance, la solution du problème que pose le développement de l'enseignement secondaire résultera d'une politique de l'enseignement et des plans que l'on établira. Les plans visant à mettre en oeuvre la politique adoptée précisent les méthodes à suivre, la proportion des crédits à attribuer à chaque degré et à chaque type d'enseignement, ainsi que les dates auxquelles les buts doivent être atteints.

établissent ou établiront les plans d'organisation de l'enseignement dans certains des territoires. Bien que, dans la plupart des cas, il ait été possible de recruter le personnel enseignant des écoles secondaires parmi les maîtres qui s'étaient expatriés, il faudrait s'efforcer d'attirer et de former des maîtres locaux pour des raisons de principe aussi bien que pour des raisons financières.

52. Un certain nombre des recommandations formulées ces dernières années par les conférences internationales de l'instruction publique convoquées par l'UNESCO et le Bureau international de l'éducation ont porté sur la création d'établissements de formation pédagogique. Quant à savoir dans quelle mesure on pourra mettre à profit l'aide morale, matérielle et financière de l'UNESCO, des autres institutions spécialisées des Nations Unies et des diverses organisations régionales, c'est une question qui mérite d'être examinée.

53. Le recrutement et la formation de nouveaux maîtres posent la question de leur condition en tant que maîtres et en tant que membres de la société. Le problème qui consiste à attirer vers l'enseignement les meilleurs éléments possibles en nombre suffisant dépend dans une large mesure de la condition des maîtres, qui dépend à son tour de facteurs et de conditions à la fois matériels et moraux. Il s'agit des traitements, de l'avancement, de la possibilité de poursuivre les études, des facilités offertes en matière de logement, des vacances, du volume de travail, des systèmes de mutations, des congés de maladie et des prestations de sécurité sociale. Une des suggestions qui mérite d'être largement prise en considération est la suivante: les services de l'enseignement pourraient encourager les maîtres à se faire détacher dans des territoires non autonomes sans perte de leurs droits et privilèges et pourraient en emprunter aux territoires. Il est certes très important que le cadre des maîtres soit un cadre autochtone local, mais il pourrait être avantageux de prêter du personnel enseignant à d'autres pays et territoires, ou de leur en emprunter.

54. On a noté que les mesures prises dans certains territoires pour rendre la condition des maîtres comparable à celle des fonctionnaires pourvus de titres équivalents contribuaient beaucoup à relever la condition des maîtres. Le Comité a estimé qu'il pouvait être nécessaire dans certains cas d'offrir aux maîtres des conditions plus favorables que celles dont jouissent des fonctionnaires ayant des titres analogues. En raison de l'attrait qu'exercent les emplois de bureau, il est arrivé parfois que l'on ait utilisé les services de formation pédagogique pour accéder à ces

emplois. Il est nécessaire de relever le niveau culturel et le prestige des établissements de formation pédagogique si l'on veut éviter des erreurs et un déchet de ce genre.

55. En dehors de questions telles que la stabilité de l'emploi, la sécurité sociale, les traitements et autres avantages matériels, il existe d'autres aspects importants de la condition des maîtres qui sont affectés par la politique suivie en matière d'enseignement. Il s'agit en particulier des aspects de la question cités dans la résolution sur les conditions d'emploi du personnel enseignant qui a été adoptée par la Commission consultative des employés et des travailleurs intellectuels de l'OIT. Cette résolution concerne l'exercice par les éducateurs de leurs droits civiques, leur droit et leurs possibilités de créer des organisations professionnelles ou syndicales ou de s'y affilier librement, et les principes de la liberté universitaire. Il est important que le maître tienne une place dans la société qui lui permette de jouer un rôle dans la vie quotidienne de sa collectivité locale et territoriale, afin de pouvoir se comporter en animateur dans des entreprises utiles au progrès de la collecti-

tivité qu'il sert sans avoir besoin pour cela d'une autorisation spéciale.

56. La possibilité d'attirer les meilleurs éléments vers l'enseignement et d'y conserver les meilleurs maîtres dépend, pour une large part, du climat qui existe dans l'opinion publique. Les associations de professeurs et les organisations groupant les établissements de formation pédagogique fourniront de précieux services dans leurs domaines particuliers. A toutes les étapes de la formation, dans des cours de perfectionnement et à l'occasion de discussions publiques ou professionnelles des problèmes de l'enseignement, il faut encourager les conférences et les réunions de maîtres. Les établissements territoriaux ou régionaux de caractère universitaire pourraient servir de centres de coordination et de consultations, non seulement pour le personnel des universités et des établissements de formation pédagogique, mais aussi pour les maîtres et les inspecteurs de l'enseignement, ce qui permettrait d'éviter que le maître soit isolé et en souffre et de renforcer la cohésion dans toute l'organisation de l'enseignement.

IX. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

57. Les renseignements communiqués indiquent une augmentation régulière du nombre des établissements d'enseignement supérieur, de leurs moyens d'enseignement et de leurs effectifs⁹. Cette évolution que le Comité a signalée en 1950 et en 1953, a commencé à la fin de la deuxième guerre mondiale et s'est accélérée au cours des dernières années. Le nombre d'étudiants originaires des territoires non autonomes qui sont inscrits dans les établissements de la métropole et d'autres pays augmente aussi d'année en année.

58. A mesure que les territoires non autonomes se développent, les habitants sont appelés de plus en plus à accéder jusqu'aux échelons les plus élevés à toutes les branches de l'administration et à toutes les professions. Dans ces conditions, il est impérieux de développer davantage encore les établissements universitaires. Pour que ces établissements puissent dispenser un enseignement aussi étendu et varié que celui d'une université et fonctionner efficacement et économiquement, il faut qu'ils soient suffisamment importants. Certains des établissements actuels des territoires non autonomes n'ont pas encore atteint les dimensions voulues. Certains territoires n'ont pas une population suffisante pour pouvoir entretenir des établissements d'enseignement supérieur qui leur seraient propres et ne pourraient supporter les dépenses de construction, d'équipement et de fonctionnement d'une université. Dans ces conditions, il est fortement recommandé de créer ou de développer des établissements régionaux, tels que ceux qui existent dans certaines régions de l'Afrique, de l'Asie du Sud-Est, du Pacifique et des Antilles. Il est légitime de répartir les dépenses de telle sorte que chaque territoire de la région verse une contribution aux universités régionales; de plus, les universités régionales pourront intensifier l'enseignement et les

recherches dans les domaines qui sont d'une importance capitale pour tous les territoires de la région et devront servir à renforcer les liens de solidarité régionale.

59. Comme il a été dit plus haut, le nombre des étudiants originaires des territoires non autonomes qui font des études outre-mer n'a cessé d'augmenter. On ne méconnaît pas l'importance de ce fait. On estime cependant que la formule présente certains dangers; des étudiants, notamment parmi les plus brillants, peuvent être tentés de rester hors du territoire et, ainsi, ne pourraient contribuer directement à son développement. On ne saurait généraliser: il y a manifestement des cas où il vaut mieux encourager un plus grand nombre d'étudiants à s'inscrire dans les établissements locaux, comme il y a des cas où des études supérieures sont plus profitables dans certaines des universités d'outre-mer. Le Comité a noté que certaines administrations n'accordaient des bourses d'études outre-mer que dans le cas où les établissements territoriaux ou régionaux ne dispensaient pas un enseignement suffisamment poussé dans la matière choisie, mais a admis que des étudiants puissent aller librement poursuivre des études outre-mer s'ils le faisaient à leurs propres frais. La nécessité de disposer d'un nombre toujours plus grand de diplômés d'universités est si générale et si importante que toutes les méthodes propres à encourager les études supérieures sont à conseiller.

60. Un argument parfois avancé en faveur des études supérieures dans la métropole ou à l'étranger, par opposition à la création sur place d'établissements d'enseignement supérieur, repose sur le calcul qu'il revient peut-être moins cher d'envoyer un étudiant dans une université bien établie d'outre-mer que de prendre à sa charge les frais de la création d'une université locale. Ce raisonnement pourrait aboutir à la conclusion fallacieuse que c'est principalement sous la forme de bourses d'études à l'étranger qu'il

⁹A/AC.35/L.219 et L.220.

faut offrir l'enseignement supérieur à tous les territoires non autonomes. Aucun membre du Comité n'a soutenu ni cet argument ni cette conclusion. En pareil cas, la comparaison des prix de revient est extrêmement artificielle et, pour des raisons de principe, elle ne peut intervenir lorsqu'il s'agit de juger de la nécessité de créer des universités dans les territoires non autonomes.

61. En outre, il faudra établir des liens plus étroits entre les universités des territoires non autonomes et d'autres universités. A cet égard, le Comité serait heureux de recevoir des renseignements sur la coopération qui existe en ce qui concerne les études et les recherches post-universitaires, l'enseignement et les inscriptions.

X. FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT

63. Une étude spéciale sur le financement de l'enseignement universitaire dans les territoires non autonomes a été présentée au Comité et le rapport du Secrétariat sur l'évolution générale de la situation scolaire donne quelques indications générales sur l'augmentation des dépenses publiques consacrées à l'enseignement¹⁰.

64. Les chiffres montrent que le montant des dépenses afférentes à l'enseignement sous toutes ses formes dans les territoires non autonomes s'est considérablement accru. Non seulement on a dépensé davantage mais, dans bien des cas, le pourcentage des sommes destinées à l'enseignement par rapport au montant total du budget du territoire a augmenté. Il a été précisé aussi que certains des chiffres indiquant les dépenses publiques faites directement au titre de l'éducation ne représentent nullement la totalité des dépenses, qu'aux subventions de la métropole viennent souvent s'ajouter des sommes importantes consacrées à la recherche, et que des sociétés commerciales établies dans les territoires ont contribué au progrès de l'enseignement par des dons divers.

65. Cependant, pour ce qui est de certains programmes encourageants de développement de l'en-

62. Tous les établissements d'enseignement supérieur des territoires non autonomes appliquent le principe de la non-discrimination raciale et sont ouverts à tous les étudiants, sans distinction de race ou de couleur. C'est là un point d'importance capitale. La valeur pratique de ce principe se trouverait augmentée si l'on pouvait amener des étudiants d'origine non autochtone à fréquenter les universités territoriales aux côtés des étudiants du territoire. On a noté que des étudiants de toutes races sont inscrits dans certaines des nouvelles universités d'Afrique et qu'une organisation anglaise avait offert des bourses d'études dans les universités africaines à des étudiants du Royaume-Uni. Le Comité espère que cette pratique se répandra.

seignement, on craint qu'avec l'accroissement démographique, les besoins ne dépassent les ressources financières. Bien souvent, le manque de fonds est considéré comme un des obstacles principaux, sinon l'obstacle principal au progrès de l'enseignement. Il faudrait consacrer à ce dernier plus d'argent; il conviendrait, chaque fois que cela est possible, de réserver à l'enseignement un pourcentage plus important des crédits budgétaires; il faudrait considérer que le développement des moyens d'enseignement est un élément indispensable de tout plan général de développement.

66. Le Comité n'est pas entré dans le détail de la question. Il n'a pas cru pouvoir tenir compte de toutes les circonstances. Se plaçant au point de vue des principes, il a estimé qu'il appartenait aux Puissances administrantes d'aider à pourvoir aux ressources voulues pour le développement de l'enseignement, car l'instruction constitue l'un des fondements des sociétés nouvelles dans les territoires non autonomes. Les investissements destinés à l'enseignement sont une nécessité impérieuse aussi bien pour des raisons de politique économique que pour des raisons de politique culturelle et sociale.

XI. PARTICIPATION LOCALE AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT

67. Il est de la plus grande importance de créer, là où ils n'existent pas encore, des services locaux efficaces qui détermineront la politique à suivre en matière d'enseignement et mettront en oeuvre les programmes adoptés. Ces services devront tenir compte de la nécessité, déjà indiquée, de s'assurer la collaboration de tous les autres services administratifs du Département de l'éducation et d'autres départements. Ils devront également s'efforcer de susciter l'intérêt et d'obtenir l'appui des organes par lesquels l'opinion publique s'exprime dans les territoires, qu'il s'agisse d'organes dont l'action s'étend à l'ensemble du territoire ou d'organes représentant des intérêts locaux.

68. A des circonstances différentes devront correspondre des méthodes différentes, et l'on insistera plus ou moins sur tel ou tel aspect de l'enseignement

suivant le caractère de la collectivité. Néanmoins, les services administratifs locaux devront partout rechercher l'appui plein et entier de la population.

69. Ces services se trouveront aux prises avec divers problèmes techniques. Il y aura des cas où, pour pouvoir utiliser les bonnes volontés et les compétences locales, il sera peut-être souhaitable d'organiser un système plus décentralisé. Dans d'autres cas, pour améliorer à tous égards le fonctionnement des services - enseignement, administration et inspection - il faudra peut-être organiser des services sur une base géographique plus large. Les services de l'enseignement devront établir des relations d'une certaine souplesse avec les autres organismes, officiels ou non, qui concourent au progrès du territoire.

70. En 1955, dans son rapport à l'Assemblée générale, le Comité a appuyé chaleureusement les programmes d'aménagement des collectivités et le programme d'éducation de base. Dans le présent rapport,

¹⁰A/AC.35/L.219 et L/220.

il a montré que la mise en oeuvre de programmes destinés à faire disparaître l'analphabétisme pouvait favoriser le progrès dans des domaines extrêmement variés. De ce fait, l'organisation administrative variera nécessairement beaucoup dans le détail, suivant l'orientation des programmes. Les programmes d'aménagement des collectivités devraient avoir un but d'éducation bien clair et contenir comme objectifs

concrets la lutte contre l'analphabétisme parmi les participants aux programmes. Mais, dans tous les cas, les objectifs fondamentaux de l'enseignement devraient être identiques; les principales méthodes suivies seront probablement semblables et les services devront être organisés en fonction des objectifs et des méthodes.

XII. RELATIONS RACIALES EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT

71. Les observations du Comité portent en premier lieu sur le principe de l'égalité des possibilités en matière d'instruction. Comme il l'a déclaré aux paragraphes 12 et 62, le Comité considère que l'instruction doit être accessible à tous sans distinction de race ou de couleur.

72. Le Comité a exprimé à ce sujet l'avis suivant dans le rapport de 1950 sur l'enseignement dans les territoires non autonomes¹¹:

"a) Dans le domaine de l'enseignement, aucun principe ne dépasse en importance celui de l'égalité des possibilités pour tous les groupes raciaux, religieux et culturels de la population.

"b) Il convient de respecter les vœux de tout groupe qui désire instituer pour ses membres des services d'enseignement particuliers, mais ce doit être à la condition formelle que le bien-être général ne risque pas d'en souffrir et que la mise en pratique d'un système de différenciation quel qu'il soit n'entraîne pas de mesures discriminatoires contre un groupe ou un autre.

"c) Les programmes et l'organisation de différents types d'écoles peuvent être établis de manière à satisfaire les besoins des différents groupes d'élèves, mais on doit poser le principe qu'aucune école ne devrait refuser l'admission d'un élève pour des motifs de race, de religion ou de situation sociale.

"d) Le système de différenciation en matière d'établissements scolaires et de programmes ne devrait pas faire obstacle au développement des sentiments de mutuelle sympathie et de commune citoyenneté parmi les habitants d'un même territoire.

"e) Dans les pays où existent des systèmes distincts, chaque groupe devra obtenir une part équitable dans la répartition des fonds publics destinés à l'enseignement."

73. En 1953, le Comité a ajouté que l'amélioration des relations entre les hommes dans les territoires non autonomes et l'égalité des possibilités pour tous les enfants dans le domaine de l'instruction sont d'une telle importance qu'il avait le devoir de continuer à attirer l'attention sur ces questions. Tout en constatant une évolution dont il fallait se féliciter, il a déclaré qu'il subsistait malgré tout, dans certains des territoires étudiés, des différences très sensibles dans les possibilités d'instruction offertes aux groupes; que, dans certains territoires d'Afrique, l'enseignement obligatoire était appliqué à tous, à l'exception des enfants africains, que les sommes dépensées pour

l'instruction des enfants variaient considérablement selon la catégorie dans laquelle la loi les classait, et qu'il existait encore des systèmes où la forme de culture donnée à une catégorie particulière d'enfants était telle qu'il était difficile d'allier l'instruction moderne avec les valeurs traditionnelles.

74. En 1955, dans son rapport sur les conditions sociales dans les territoires non autonomes, le Comité a noté une tendance marquée à développer les écoles fréquentées par des élèves appartenant aux différents groupes ethniques. Il a noté un certain nombre de cas où l'enseignement est maintenant donné gratuitement à tous les degrés et pour tous les enfants, sans distinction de sexe, de nationalité ou de religion, et où le principe de l'enseignement interracial se généralise dans les établissements supérieurs¹².

75. Le Comité a conclu dans les termes suivants¹³:

"Le Comité estime qu'il est absolument indispensable d'accomplir des progrès dans le domaine de l'enseignement. Il rappelle à ce sujet la résolution 328 (IV), par laquelle l'Assemblée générale a invité les Membres administrants à prendre, dans les cas où c'est nécessaire, des mesures pour traiter sur un pied d'égalité, en matière d'enseignement, les habitants des territoires non autonomes placés sous leur administration, qu'ils soient autochtones ou non. Certains membres pensent que des difficultés d'ordre pratique, en particulier des difficultés d'ordre linguistique, peuvent justifier l'existence de systèmes scolaires adaptés aux besoins des groupes de la population. Mais le Comité maintient qu'au niveau des études secondaires, cette justification ne peut être acceptée que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et comme un expédient temporaire et qu'à aucun niveau la différence ne devrait être établie sur une base raciale."

76. En 1956, lorsqu'il a examiné les renseignements transmis, le Comité a noté que, dans les territoires non autonomes, il était admis en principe et dans la pratique que les universités et collèges d'enseignement supérieur, général ou technique, devaient être interraciaux et accessibles à tous les étudiants sans distinction. Lorsque la coutume ou les croyances rendent nécessaires des différences de régime alimentaire, les dispositions prises en conséquence doivent être égales et communes et n'entraîner aucune différence de niveau de vie.

¹¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 17 (A/1303/Rev.1), par. 50.

¹² Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session, Supplément No 16 (A/2908), deuxième partie, par. 90.

¹³ *Ibid.*, par. 92.

77. A l'autre bout de l'échelle de l'enseignement, l'existence d'écoles spéciales répondant aux besoins particuliers (spécialement linguistiques) de jeunes enfants peut être justifiée, à condition que le système établi vise à satisfaire ces besoins et non à dresser des barrières raciales.

78. Pour l'enseignement secondaire, dans les quelques cas où il se donne dans des systèmes scolaires différents, il faut s'efforcer au maximum de constituer un système scolaire unifié, ouvert aux enfants de toutes les races. Certains membres du Comité ont émis l'avis que l'on pourrait fixer des délais dans lesquels devraient être atteints les objectifs de l'égalité d'accès aux écoles, là où ils n'ont pas encore été atteints.

79. Ainsi, il subsisterait encore quelques écoles spéciales réservées aux jeunes enfants, comme on l'envisage au paragraphe 77. Le Comité estime qu'en aucun cas un enfant ne devrait être empêché, pour des raisons de race ou de couleur, de fréquenter une école

XIII. COLLABORATION INTERNATIONALE ET REGIONALE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE

82. Au cours des délibérations du Comité, on a pris note des travaux effectués par des institutions internationales telles que l'UNESCO et les organismes intergouvernementaux de coopération régionale. Aux termes de l'alinéa d de l'Article 73 de la Charte, les Etats Membres qui assument la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes se sont engagés à favoriser l'adoption de mesures constructives de développement, à encourager des travaux de recherche, à coopérer entre eux, et, quand les circonstances s'y prêteront, avec les organismes internationaux spécialisés, en vue d'atteindre effectivement les buts sociaux, économiques et scientifiques énoncés à l'Article 73.

83. Les services que l'UNESCO peut rendre aux territoires non autonomes dépendent des ressources de cette institution spécialisée et des demandes que lui adressent les Puissances administrantes. A ce sujet, le Comité exprime, comme il l'a fait en 1950, l'espoir que les Puissances administrantes continueront à collaborer étroitement avec l'UNESCO à la solution des problèmes concernant les divers ordres d'enseignement qui se posent dans les territoires qu'elles administrent, et qu'elles tireront parti de l'expérience, des études et des conclusions de cette institution, ainsi que des travaux et des réalisations des autres Etats Membres.

84. Là où l'UNESCO a indiqué que des enquêtes supplémentaires devraient être entreprises, telles que des enquêtes sur les méthodes de campagne de lutte contre l'analphabétisme, les causes du retard scolaire et les meilleurs moyens de fournir du matériel de lecture, le Comité suggère que les Puissances administrantes veuillent bien entreprendre de telles enquêtes.

85. Il y a lieu également de noter que le secrétariat de l'UNESCO a coopéré étroitement avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en l'aidant à préparer les études qui ont été soumises au Comité et en participant aux délibérations du Comité. C'est là une tendance qu'il convient d'encourager. On a évité le plus possible tout double emploi dans les études que les deux secrétariats ont élaborées séparément. Il

où, eu égard à son niveau d'instruction, il devrait normalement être admis.

80. A propos de son examen de la question des relations raciales dans le domaine de l'enseignement, le Comité a effleuré d'autres questions. On a dit qu'il était souhaitable d'instituer des échanges de maîtres et d'étudiants entre les territoires non autonomes et d'autres pays. En outre, on a fait remarquer l'avantage que l'on obtient par des jeux et des sports organisés où les meilleurs athlètes d'un territoire participent dans des équipes représentant le territoire et ses collectivités, sans distinction de race.

81. Le principe de la non-discrimination est un élément essentiel et indispensable de l'enseignement. Son application doit être encouragée par tous les moyens et il faut s'efforcer de surmonter les difficultés techniques, d'ordre linguistique et financier, qui peuvent restreindre l'égalité des possibilités.

semble toutefois qu'une coordination encore plus étroite des études pourrait être assurée si l'on multipliait les contacts au stade de la préparation des documents, en se fondant sur les renseignements visés à l'Article 73 e de la Charte et les autres informations et expériences pertinentes acquises par l'UNESCO en ce qui concerne l'organisation et les résultats des campagnes de lutte contre l'analphabétisme.

86. Le Comité désire également souligner la valeur des services que fournissent d'autres institutions spécialisées - notamment l'OIT en ce qui concerne la formation professionnelle et l'OMS pour ce qui est de l'hygiène et de la nutrition - le FISE et les Commissions régionales intergouvernementales (la Commission des Caraïbes, la Commission du Pacifique Sud et la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara). Les Etats Membres fourniront naturellement aux territoires qu'ils administrent la majeure partie des services d'experts dont ces territoires auront besoin. Mais la coopération entre ces pays et les organisations internationales et régionales, poursuivie dans l'esprit de l'alinéa d de l'Article 73 et de l'Article 74 de la Charte, continuera à favoriser considérablement les intérêts des habitants.

87. Le Comité estime qu'il convient de mentionner, à la fin du présent rapport spécial, la résolution 845 (IX) de l'Assemblée générale, qui invite les Membres des Nations Unies à faire aux habitants des territoires non autonomes des offres généreuses de moyens d'études théoriques et pratiques, et qui recommande aux Membres administrants d'avoir recours le plus possible, pour tous les niveaux de l'enseignement et de la formation, aux moyens offerts par d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, le Secrétaire général informera l'Assemblée des offres reçues et de l'usage qui en aura été fait. Le Comité prend officiellement acte, à cette occasion, des renseignements provisoires qu'il a reçus à ce sujet sur l'extension des moyens que le Gouvernement de l'Inde offre en vue du progrès de l'enseignement, ainsi que d'une offre faite par le Gouvernement de la Pologne.

ANNEXE

Etudes sur la situation de l'enseignement dans les territoires non autonomes soumises au Comité

- | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| 1. Financement de l'enseignement universitaire dans les territoires non autonomes (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.219 |
| 2. Evolution générale de la situation scolaire (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.220 |
| 3. Evolution générale de la situation scolaire: effectifs (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.220/Add.1 |
| 4. Publications destinées aux ex-illettrés (UNESCO) | A/AC.35/L.221 |
| 5. Introduction aux études relatives à l'enseignement (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.223 |
| 6. Retard scolaire dans les écoles primaires (UNESCO) | A/AC.35/L.224 |
| 7. L'enseignement secondaire dans les territoires non autonomes (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.225 |
| 8. Rapport sur l'élimination de l'analphabétisme (UNESCO) | A/AC.35/L.226 |
| 9. Formation professionnelle du personnel enseignant dans les territoires non autonomes (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.228 |
| 10. La condition des membres du personnel enseignant dans les territoires non autonomes (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.231 |
| 11. Les relations raciales dans l'enseignement (Secrétariat de l'ONU) | A/AC.35/L.232 |